



# roches papier Allumettes

no. 1 - automne 2013



## LA VILLE EN CAMPAGNE

Une odeur de fumier

**D**epuis le 18 septembre, toutes les municipalités du Québec sont en campagne électorale en vue d'un scrutin général le 4 novembre. Comprendre ici qu'il y a désormais des pancartes, des spots publicitaires à la télé et que les pratiques électorales des différents partis sont maintenant soumises à une certaine réglementation. Pour le reste, la « campagne » était commencée depuis un bon moment. Les principaux candidat.e.s s'étaient déjà manifesté.e.s, certains médias ont depuis longtemps pris position – le Journal de Québec parlait cet été du « Raz-de-marée Labaume » et Nathalie Petrowsky encense à outrance les compétences culturelles de Marcel Côté – et, par-dessus tout, les principaux enjeux sont déjà fixés. Il y a fort à parier qu'on parlera essentiellement de corruption et de transport sur rails. Collusion, collisions et Colysée.

La vieille caricature du théâtre utilisée depuis des lustres pour représenter cette mise en scène loufoque qu'est la politique n'est toujours pas éculée, encore une fois nous aurons droit à une brochette d'acteurs et d'actrices fort peu talentueux.ses : l'épisode Montréal mettra en vedette Denis Coderre dans le rôle du gestionnaire plate, mais efficace (l'acteur offre jusqu'à présent une interprétation peu convaincante du politicien à sang froid, ses tics de carriériste frustré se cachant trop difficilement derrière son discours lent et monotone). Après d'interminables auditions, c'est finalement Marcel Côté qui campera dans le rôle de l'idéaliste ambitieux, sa très courte expérience dans le milieu du spectacle devrait l'aider à arborer cette naïveté essentielle au personnage, mais on redoute tout de même qu'un manque d'inspiration le pousse à calquer son jeu sur celui de Régis Labaume. Nous aurons finalement la chance de contempler, pour la première fois à l'écran, la performance de Mélanie

Joly, qui jouera, tout bonnement, la « jeune-fille-prométeuse-que-finalement-à-la-fin-on-se-rend-compte-qu'elle-travaillait-pour-des-méchants ». À noter aussi le retour prévisible, mais toujours agréable de Richard Bergeron, un personnage secondaire acharné qui tente maladroitement de séduire la gauche en proposant de sympathiques projets gentrificateurs. Un second niveau de narration, assuré par les médias de masse, satisfera sans aucun doute les fans d'intrigue policière : l'histoire se développera aussi autour des péripéties d'un journaliste-chroniqueur de la génération X, cynique mais humaniste, qui tentera tant bien que mal de révéler au grand jour que derrière ces grandes paroles, chaque parti travaille en fait secrètement à séduire le « vote anglophone » de Montréal, qui lui assurera la victoire.

Montréal et Laval ont respectivement eu le même maire pendant 10 et 25 ans. Dans les 12 mois qui précéderont les élections, la métropole en aura vu défiler au moins quatre alors que la capitale des grandes surfaces en aura eu trois. La principale cause de ce changement de paradigme, de cette « crise », se trouve dans les révélations concernant la corruption dont sont suspecté.e.s une quantité incroyable d'élu.e.s et de nommé.e.s municipaux (ça et, ô combien scandaleux, le fait que certain.e.s, assumant pleinement leur carrière d'acteur.trice, se déguisent occasionnellement en femme pour boire une coupe de vin blanc en bonne compagnie). Toute cette histoire nous est présentée comme si nous étions depuis des années plongé.e.s dans une noirceur cruelle de laquelle seuls l'UPAC et la commission Charbonneau pouvaient nous extirper. Comme si avait toujours été malicieusement bien caché aux bons contribuables le fait que les contrats étaient sans cesse octroyés aux mêmes compagnies, qu'une partie importante de l'argent de NOS taxes ne servait pas véritablement à améliorer la qualité de vie de ce beau « corps citoyen » et que les relations entre le monde des affaires et le monde politique étaient déterminées bien plus par des soupers réseautages un peu louches que par de froids appels d'offres. En vérité on était depuis un bon moment plus ou moins au courant de ce genre de pratiques et, pour être honnêtes, on s'en foutait grassement. Ça n'a

## SOMMAIRE

- 3 · Des squats à Montréal
- 7 · Hoodies up contre l'État raciste!
- 8 · Règlement P-6 et discours sécuritaire
- 10 · Corps urbain, corps prévisible
- 13 · Marseille 2013 et le quartier des spectacles de Montréal
- 15 · Entre revitalisation et récupération
- 19 · Gentrification, mémoire et résistance à Istanbul
- 21 · Les émeutes, ébauche d'une typologie
- 24 · La guerre ouverte du SPVM contre les cyclistes
- 26 · Entre les raffineries et le fleuve
- 28 · L'aube dorée ou le crépuscule des idiots
- 31 · Métro, monofonction et débordements
- 34 · À qui la ville?

pas empêché les mêmes administrations d'être réélues à répétition. Il y a toutefois un élément nouveau qui est venu changer la donne : nous avons eu confirmation que cette gestion n'était pas « éthique ». Car oui, oui, il y a maintenant un comité d'expert.e.s chargé.e.s de déterminer si ce que les politicien.ne.s font est bien ou mal. Et, en ce qui concerne la municipalité de Montréal, c'était mal. Principalement, soulignera-t-on, parce que la mafia était mêlée à tout ça et que la mafia est méchante – elle tue des gens. Nous nous *devons* de dénoncer le fait que les fonds publics aient peut-être commandité des menaces d'assassinat (ou pire) pour maintenir en place tout ce système. Nous ne pouvons quand même pas accepter qu'un organe démocratique comme une ville ait à sa solde des hommes de main armés et un peu bêtes chargés de réprimer les éléments nuisibles et d'en éliminer quelques-uns à l'occasion.

Mais qu'importe, tout ceci sera bientôt chose du passé, le chaos fera bientôt place à l'ordre. Nous aurons un nouveau maire ou une nouvelle mairesse, et les émeutier.e.s, les joueur.se.s de casseroles et les mafieux.ses rendront enfin notre belle ville à ses citoyen.ne.s qui, par la magie des urnes, participeront à la reprise en charge de la destinée de la métropole. Nous allons à nouveau placer notre confiance dans une poignée de politicien.ne.s mais, cette fois, nous ne nous ferons pas prendre car des structures seront mises en place pour éviter les scandaleuses dérives récemment dévoilées au grand jour. Oui, nous serons désormais rassuré.e.s de savoir que nous pouvons placer notre confiance dans un groupe de commissaires chargé.e.s de nous dire si notre confiance est bien investie. Nous avons maintenant un Office de protection du consommateur électoral. Nous allons désormais pouvoir nous assoir et assister au show, admirer les vedettes, critiquer les performances. Certes, nous en serons assurément gravement déçu.e.s mais, contrairement à ce qui nous est proposé dans les autres sphères de la société de consommation, nous ne serons, hélas, jamais remboursé.e.s. ■

Parce qu'on en avait plein le cul de n'écrire que des tracts, des dissertations et des statuts Facebook...

Ce journal est né de l'enthousiasme d'élaborer une plateforme de contre-information, un espace de réflexion sur nos pratiques révolutionnaires. Provenant d'horizons plus ou moins variés et adhérant à des modes de lutte distincts, les compagnes et compagnons de ce projet partagent au moins des bases et des méthodes organisationnelles anti-autoritaires. Ce journal s'écarte de la monotonie d'une pensée linéaire, il vise à construire une solidarité entre différents milieux et différentes générations, à participer activement à l'instauration d'une culture de lutte envisagée dans la nécessité de sa propre pérennité. Il s'adresse à ceux et celles qui refusent les termes de l'État et du capital et qui envisagent la lutte, irréductible au Droit et à la version édulcorée qu'en propose la social-démocratie, comme solution à l'asservissement de nos existences. En ce sens, ce journal s'inscrit dans une tentative d'élargir et de consolider nos réseaux et nos relations et se veut un appel à la destruction des rapports d'oppression, des cages et des frontières qui nous enferment, une invitation à prendre la liberté là où elle se trouve et à la mettre en forme.

Ce journal est écrit, produit et imprimé de manière autonome et avec les moyens du bar à Montréal.

Pour nous contacter : roches.papier.allumettes@riseup.net

# DES SQUATS À MONTRÉAL

Inspiré de l'expulsion des lofts Moreau

*Si nous visons un dépassement de nos possibilités de luttes à long terme, la rupture de ce dialogue est nécessaire dans la poursuite de la réappropriation de nos vies, en guerre contre toute tentative urbanistique de standardisation et de régulation de nos espaces physiques.*

## Les Lofts Moreau

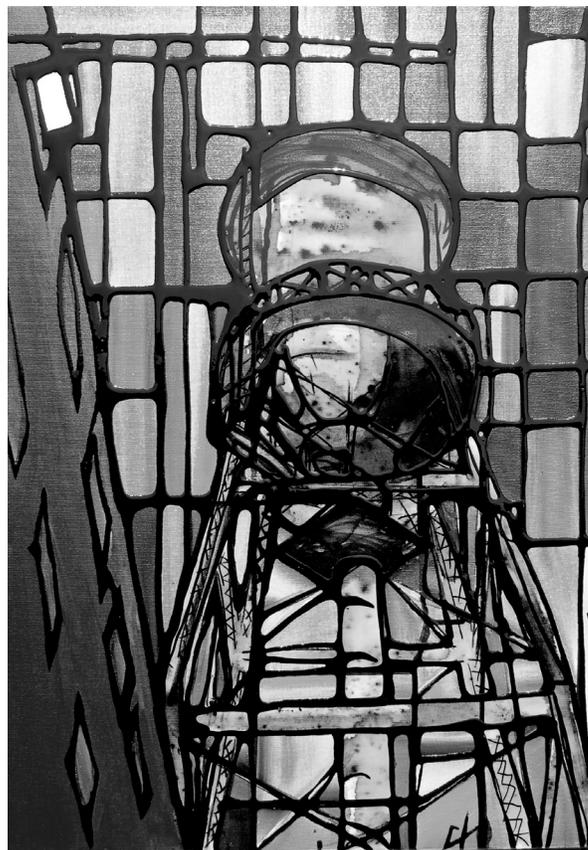
Comme une claque en pleine face, voilà que les habitant.e.s des Lofts Moreau se font évincer. L'ancienne usine de sous-vêtements féminins dans Hochelag' a été transformée en de grands lofts peu chers, logeant presque 100 personnes qui en ont fait leurs résidences, et ce, malgré un zonage qui ne permettait pas une occupation résidentielle totale<sup>1</sup>. Jusqu'ici, le propriétaire, Vitto Papasodaro, empochait les loyers en fermant les yeux sur les irrégularités locataires/zonage sans trop se préoccuper des questions de sécurité qui en découlent<sup>2</sup>. Durant l'hiver, les pompiers ont été appelés deux fois aux Lofts suite à des incidents mineurs. La Ville a fini par s'en mêler et un avis d'éviction a été émis contre la majorité des lofts puisque l'immeuble ne répond pas aux normes de sécurité, les locataires devant avoir quitté les lieux pour le 3 septembre

La nouvelle choqe. Avec les années, les Lofts sont devenus des bassins intéressants de culture alternative et artistique. Beaucoup sera perdu si ces lofts sont transformés et normalisés. Or, il serait faux de penser que tous et toutes se retrouveront perdant.e.s suite à cette expulsion. En effet, Vitto Papasodaro pourrait être le premier à profiter de cette nouvelle situation. Celui-ci possède les immeubles Grover sur Parthenais rassemblant exclusivement des baux commerciaux, sans résidences. Il pourrait être tenté de faire de même avec les Lofts Moreau. Pour ce faire, il n'aurait qu'à standardiser le bâtiment aux normes requises. Ainsi, sans trop dépenser, il garderait le 2019 Moreau et pourrait relouer les locaux à des prix beaucoup plus élevés que ce qu'il demandait auparavant.

Pour lutter contre ces expulsions et contre la possibilité de faire un « Grover 2 », les résident.e.s des Lofts et d'autres militant.e.s, appuyé.e.s par le Comité BAILS, ont organisé une occupation du terrain vague adjacent aux Lofts, à partir du 1er septembre. Le Comité BAILS revendique que l'immeuble soit vendu à des groupes communautaires afin de « *développer un projet social structurant pour le quartier* »<sup>3</sup>.

Un projet de coopérative d'habitation est sans doute mieux que des lofts d'artistes pour yuppies bourgeois ayant les moyens de se payer un deuxième loyer pour leur atelier ou leur business. Toutefois, nous pensons que l'énergie focalisée sur la lutte vers des logements sociaux a, une fois de plus à Montréal, monopolisé dans l'espace public le débat concernant l'expulsion des Lofts en proposant une solution légale et citoyenne. La réflexion sur des possibilités de lutte pour une éventuelle libération de nos espaces physiques et vitaux, en confrontation avec l'État et la propriété, comme, par exemple, squatter, est une fois de plus mise à l'écart, sous prétexte que ce serait trop idéaliste.

Ce dont on ne parle pas encore assez ouvertement, c'est que plusieurs des personnes



**1** · La question du zonage municipal est au coeur de l'expulsion. Les baux du 2019 Moreau sont de types commerciaux pour artistes. Selon les règlements, ceux-ci permettent d'user un tiers d'une location pour l'habiter.

**2** · Un lieu d'habitation oblige certaines normes de sécurité que le propriétaire ne respectait pas, vu le zonage commercial moins stricte.

**3** · Tiré de la Déclaration pour la sauvegarde des Lofts Moreau sur <http://logement-hochelaga-maison-neuve.org/>

qui ont fait leurs vies dans ces lofts apprécient l'espace de création, le semblant de liberté qu'a permis la faible considération du propriétaire vis-à-vis des lieux habités. Inspirées par les discussions de coins de couloirs évoquant les désirs des un.es et des autres que « *ben en fait, y faut squatter, barricader, couler du béton, c'est ça qu'il faut faire aux Lofts* »<sup>4</sup>, on a eu envie de lancer une perche. Face à l'absence quasi totale de débat sur le sujet et d'initiatives de squats, on considère qu'il est nécessaire de transformer nos approches de luttes.

### **Les squats à Montréal**

L'exemple de ce qui se produit aux Lofts Moreau, c'est-à-dire la monopolisation du débat autour de la seule possibilité de créer des logements sociaux, répond de l'absence historique de pratiques d'ouverture et de défense de squats à Montréal. L'impulsion ressentie du « on veut squatter » se trouve tempérée et entièrement évacuée. Rappelons que les deux dernières tentatives de squats politiques à Montréal, le squat Préfontaine et le CSA (Centre Social Autogéré), se sont toutes deux plus ou moins cassé la gueule, notamment parce que dans les deux cas, les squatteur.euse.s se sont fait.e.s prendre au jeu de la négociation.

Ouvert à l'été 2001, le squat Préfontaine est le résultat de l'échec du squat Overdale. À l'appel du Comité des Sans-Emploi (CSE), quelques centaines d'individus prennent possession d'un immeuble abandonné de l'îlot Overdale. En pleine campagne électorale, l'occupation de l'immeuble abandonné fait un remous médiatique. Le maire Bourque récupère « l'événement » et offre la possibilité de squatter un autre édifice, celui-ci éloigné du centre-ville. Seulement une partie des occupant.e.s accepte alors de négocier avec la ville. L'offre fut acceptée suite à un acharnement de la part de celles et ceux qui en étaient favorables.

*« Ceux et celles qui étaient contre avaient proposé de rester; ce qui nous faisait 2 squats. Mais comme le CSE craignait que la Ville brise l'entente si jamais des gens restaient, ils et elles ont donc été contre cette idée et reprochaient à ceux et celles qui resteraient de ne pas respecter le vote de l'AG. »*<sup>5</sup>

Sont donc resté.e.s dans le squat Overdale, ceux et celles qui ont refusé de négocier avec les politiciens.

Un mois plus tard, la diffusion à TQS (maintenant V télé) d'un reportage sur l'insalubrité du squat Préfontaine sert de prétexte au maire Bourque qui envoie le service d'incendie pour des inspections. Celles-ci révèlent que le bâtiment n'est pas conforme aux normes d'habitation, ce qui justifie l'expulsion des résident.e.s par la flicaille. Tout au long du processus, le squat était toléré sous une panoplie de conditions négociées/imposées. C'est cette même logique qui a mené à la fin du projet. C'est pas nouveau, « *négocier c'est se faire fourrer* »!

L'autre expérience de squat qui n'est pas encore terminée est celle du CSA dans Pointe Saint-Charles qui dure depuis plusieurs années. Le collectif à la base de cette initiative a mis énormément d'énergie pour construire des liens avec les groupes communautaires et les voisin.e.s habitant le quartier. Après deux ans et demi de préparation, le 29 mai 2009, une manif de quelques centaines de personnes se dirige vers l'ancienne usine Seracon au bord du canal Lachine, lieu visé pour l'ouverture du squat. L'ambiance est festive. Le bâtiment est ouvert, l'endroit nettoyé, l'électricité rebranchée, un dortoir est aménagé... Le seul hic : la confrontation n'est pas au rendez-vous. Selon les plans des initiateur.trice.s du CSA, la construction de barricades intérieures était prévue, mais la confrontation avec la police pour la défense du squat était fortement déconseillée. Alors que plusieurs complices s'étaient déplacé.e.s pour aider à défendre les lieux, les initiateur.trice.s croyaient que la confrontation allait jouer en défaveur du projet.

**4** · Tiré d'une conversation avec une personne qui a été évincée des lofts.

**5** · Témoignage d'une personne qui était présente pendant la prise du Overdale ainsi que pendant cette AG.

Ainsi, à peine 24 heures après l'ouverture, le groupe Éclipse du SPVM est sur le toit du bâtiment, forçant les gens à quitter les lieux. Après cette tentative ratée, le collectif du CSA change de stratégie en s'alliant avec des artistes et des groupes communautaires pour former le collectif du Bâtiment 7. Avec des discours de gauche et citoyensnistes, ils et elles arrivent à négocier l'achat d'un énorme bâtiment du CN au sol contaminé pour la modique somme de 1\$, avec en plus, un budget offert pour la rénovation du bâtiment et la décontamination du sol.

### **Ne rien concéder**

Le fait que les législations québécoises et canadiennes n'admettent pas le flou juridique existant en Europe, qui permet une culture de squat beaucoup plus dynamique, ne devrait pas se poser en raison suffisante pour abandonner l'idée de squatter.

Le simple fait de payer un loyer est une attaque à la dignité de chacun.e. Le conflit de classes opposant les locataires aux propriétaires est pacifié par la gauche institutionnelle depuis trop longtemps. Le sens commun dicte qu'un État social fort contribue à un monde plus égalitaire. Dans les faits, l'intervention de l'État nous isole et provoque une déresponsabilisation collective face aux problèmes auxquels il est urgent de faire face. La lutte pour des logements sociaux ou pour des coopératives reste en dialogue avec l'État en lui donnant constamment plus de légitimité et validant ainsi son autorité sur nos corps.

L'expulsion des Lofts Moreau n'est qu'une étape de plus dans l'embourgeoisement du quartier Hochelaga et fait preuve du pouvoir que détiennent l'État et les propriétaires sur les moindres détails qui composent nos quotidiens. Surtout, elle donne envie de prendre nos désirs de squatter pour réalité et de donner le tout pour le tout. Accepter que vivre libre, en conflit avec le capitalisme, en conflit avec la propriété, en conflit avec la domination, en conflit avec le racisme, en conflit avec le patriarcat, implique une guerre féroce qui doit débiter quelque part : ici et maintenant, chez soi.

Il existe à Montréal une tension claire entre le désir d'avoir des espaces de vie abordables, stables et pérennes et le vouloir d'un éclatement révolutionnaire. C'est-à-dire, le désir d'entrer en conflit avec l'existant pour envisager une libération totale de nos espaces au-delà du confort que peuvent procurer les privilèges d'une liberté négociée, encadrée et isolée. On ne peut pas se satisfaire d'un espace gratuit négocié avec une

---

« L'expulsion des Lofts Moreau n'est qu'une étape de plus dans l'embourgeoisement du quartier Hochelaga et fait preuve du pouvoir que détiennent l'État et les propriétaires sur les moindres détails qui composent nos quotidiens. »





foule de contraintes alors que le capital continue de coloniser nos environnements. Leur concept de mixité sociale n'est qu'un lubrifiant hypocrite pour mieux faire passer leur projet de banlieusardisation des quartiers montréalais. Tant dans l'histoire du squat Overdale/Préfontaine que du CSA et de la très récente expérience des Lofts Moreau, on ne saura jamais ce qui serait arrivé si les squatteur.euse.s avait pris les mesures nécessaires pour défendre les lieux en rendant très difficile la tâche aux flics et ainsi, établir une logique de conflictualité permanente. Pour y parvenir, nous devrions entamer des réflexions sur les tactiques utilisées pour défendre les lieux occupés. Car les expériences

passées nous ont démontré les limites de la négociation des groupes communautaires et de la résistance symbolique des activistes. Ainsi, on ne saura jamais si les expériences de squat peuvent fonctionner si on n'en fait pas l'expérience, encore et encore, dans le but d'élargir les conflits sociaux sur tous les plans de nos vies. ■

## Aperçu de la résistance contre l'éviction des lofts Moreau

**1er septembre** : Début de l'occupation du terrain avec plusieurs tentes, cuisine collective. L'action dénonce l'éviction des lofts et revendique des logements sociaux. Par la suite, une première assemblée générale des occupant.e.s a lieu. Une vingtaine de personnes dorment sur le site.

**2 septembre** : Poursuite de l'occupation et projection du film « 69 Ungdomshuset », suivie d'une discussion animée sur les squats.

**3 septembre** : Date prévue de l'éviction par la Ville. Le Comité BAILS se retire comme convenu au départ, les occupant.e.s choisissent de continuer la lutte. En soirée, une centaine de personnes en solidarité assistent aux concerts organisés sur le site.

**4 septembre** : L'occup tient bon. La manif de casse-roule organisée par les APAQ vient démontrer sa solidarité envers la cause des Lofts.

**5 septembre** : L'occup continue. Concert en soirée. Pendant la nuit, une action a été menée en solidarité. Voici le communiqué diffusé sur le site web anarchistnews.org :

« Dans la nuit du 5 septembre, nous avons brisé la fenêtre du bureau de Carole Poirier, député du Parti Québécois dans Hochelaga-Maisonneuve. À l'aide d'un instincteur rempli de peinture (celle-ci a été projetée au travers de la vitre brisée), l'intérieur du bureau de Carole en a été complètement enduit. Mur, tapis, ordinateur, tout. Sur le mur à l'extérieur a été inscrit « **FUCK LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE – GRÈVE DES LOY-**

**ERS** ». L'action a été faite en solidarité avec les évincés des lofts Moreau et envoie chier les éluEs qui travaillent touTEs main dans la main avec les propriétaires pour rendre le quartier aseptisé et sécuritaire. »

**6 septembre** : À 9h, les flics débarquent pour mettre fin à l'occup. Le terrain vague est encerclé et les portes d'entrée des Lofts sont bloquées. Les personnes peuvent sortir, mais ne peuvent entrer. Des résident.e.s déménagent leurs meubles par les fenêtres. Une trentaine de personnes viennent appuyer. Vers 10h, une quarantaine d'antiémeutes chargent les personnes venues appuyer les évincés en pleine rue Ontario, les repoussant jusqu'à la rue Joliette. Les unités d'intervention se retirent, remplacées par une douzaine de flics à vélo. Ils poursuivent les contestataires dans les ruelles d'Hochelaga, matraquant et arrêtant trois personnes. Après l'expulsion, le terrain occupé est sécurisé par des clôtures. Suite à cette attaque, une riposte est organisée. À 18h, une manifestation débutant au métro Joliette déambule dans les rues du quartier au son de : « Hochelaga, au combat ».

**9 septembre** : À 18h, un rassemblement d'environ 200 personnes se tient au métro Préfontaine. Après un tour du quartier d'une quinzaine de minutes, la manif se dirige vers un édifice inoccupé sur la rue Sherbrooke au coin de Moreau. Pendant ce temps, l'antiémeute attend devant les Lofts comme des cons. Cette action est une tentative de squat symbolique afin d'inspirer de futures pratiques. Bilan positif de la soirée : il n'y eut aucune arrestation et un flic blessé à la cheville par un projectile d'une origine inconnue.

# HOODIES UP CONTRE L'ÉTAT RACISTE!

---

**L**e 13 juillet 2013, la Cour Suprême de l'État de Floride, États-Unis, acquittait George Zimmerman du meurtre de Trayvon Martin, un Afro-Américain de 17 ans tué par balle le 26 février 2012 dans la banlieue de Sanford, près d'Orlando, alors qu'il rentrait chez lui.

Ce jour-là, Zimmerman, surveillant de quartier volontaire (c'est une version upgradée et officialisée du citoyen-flic), effectue une ronde dans son quartier lorsqu'il aperçoit le jeune Trayvon : il contacte aussitôt le service de police pour signaler un individu suspect et menaçant (a.k.a un noir portant un hoody) et demande s'il lui est suggéré de le suivre. Au bout du fil, on lui répond « non ». Or, en bon citoyen-flic, Zimmerman poursuit sa filature. La suite de l'histoire demeure floue. Ce que l'on sait, cependant, c'est que Trayvon est mort et que Zimmerman, plaçant la légitime défense, a été entendu par un système judiciaire refusant que l'on n'invoque, durant le procès, le racisme et le profilage racial. Trois témoignages (celui d'une voisine, celui d'une technicienne en scènes de crime et celui de Rachel Jeantel, une amie de Trayvon) contredisent la version de Zimmerman. Mais le jury en a apparemment conclu que l'homme n'avait rien à se reprocher.

Depuis 2005, avec la radicalisation des « stand-your-ground laws », une loi de l'État de Floride autorise un individu qui se sent menacé à utiliser une arme létale pour se défendre, le déchargeant, du même coup, de l'obligation de fuir s'il en a la possibilité (depuis, plus de trente états ont adopté le même projet de loi). Il aura fallu 44 jours pour que les autorités intentent un procès contre Zimmerman – et si ce n'était du fait que, partout au pays, les manifestations et les actions de protestation se multipliaient, il n'aurait sans doute jamais été porté devant la justice. Les avocats de la défense n'ont pas cessé de répéter que, dans cette histoire, la race n'avait joué aucun rôle, or on ne sait que trop bien que si, à l'inverse, un homme noir avait flingué un jeune blanc, sous prétexte de se protéger lui-même et son voisinage, non seulement aucun délai n'aurait séparé le coup de feu des chefs d'accusation portés contre lui, mais, surtout, le verdict aurait été différent (aux États-Unis, c'est un homme noir sur trois qui croupit en prison). Certes, Zimmerman est né d'une mère péruvienne et d'un père états-unien (on dira donc qu'il n'est pas blanc à proprement parler). Or, dans le contexte d'un pays racialisant la criminalité, peu importe qui tire, l'agression armée ici est dirigée contre un non-blanc et, à ce titre, relève du permmissible.

Suite au verdict, des milliers de personnes, partout à travers les États-Unis, ont pris la rue. À Montréal, une vigile a été organisée le 17 juillet dernier au Square Phillips à la mémoire de Trayvon, par plusieurs groupes qui, à travers la ville, luttent contre le racisme et la suprématie blanche que l'État cautionne et promeut quotidiennement. Le meurtre de Trayvon Martin n'a rien d'un cas isolé. On se souviendra, pour ne nommer que celles-là, de l'histoire de Rodney King (sauvagement battu par des policiers blancs qui, malgré l'enregistrement vidéo de l'incident, furent acquittés par l'État de Californie, ce qui déclencha des émeutes monstres à Los Angeles en 1992) et de celle d'Amadou Diallo (abattu en 1999 par quatre policiers ayant tiré 41 fois en sa direction).

Aux racistes que sont tous les Zimmerman de ce monde et à l'État, non moins raciste, qui les protège, on répondra nous aussi par la légitime défense : ce droit *que nous prenons* à nous défendre contre un système qui nous domine, nous oppresse, nous enferme et nous assassine pour maintenir les privilèges de ceux et celles qui l'incarnent, ce droit à détruire ce système qui délimite, entre les corps, une hiérarchie de valeur, ce droit à se battre contre une justice qui n'en est pas une et à éliminer la menace, la vraie, avec toutes les armes qu'on trouvera à notre disposition.

HOODIES UP POUR TRAYVON ! HOODIES UP CONTRE L'ÉTAT RACISTE! ■

---

« C'est justement toute forme de spontanéité, d'imprévisibilité, que le discours sécuritaire refuse de reconnaître à la contestation politique. La protestation doit se faire selon leurs règles, dans le cadre de son contrôle. »

# RÈGLEMENT P-6

## Et discours sécuritaire

---

**E**n pleine grève étudiante, le 19 mai 2012, le règlement P-6 de la Ville de Montréal est amendé de façon à restreindre considérablement le droit de manifester. Considéré abusif, il est depuis l'objet de sévères critiques, ses détracteurs y voyant une violation des libertés « fondamentales » d'expression et de rassemblement. Les deux amendements qui choquent le plus (l'obligation de divulguer le trajet et l'interdiction de porter des masques) sont présentement contestés devant les tribunaux. Cette initiative se pose pourtant en obstacle à une perspective critique, à la fois théorique et pratique, sur un mode répressif dont P-6 n'est qu'une expression. Ce dernier s'insère dans une dynamique d'adaptation des mécanismes de répression et de leur système de légitimation à des cycles de luttes, des moments de mobilisation, des conjonctures de rapport de force. Il s'agit dès lors de porter la réflexion au-delà des mesures *immédiatement* répressives, en ce sens qu'elles répondent directement à une contingence de lutte, afin de saisir la tendance socio-historique qui les sous-tend et de cerner le processus en cours de transformation et de modification des techniques de contrôle, de surveillance, et de leur rapport avec l'espace urbain.

### **Légitimité, rapport de force et lois d'exception**

La contestation juridique du P-6 a pour conséquence néfaste d'accepter de poser la légitimité de la manifestation dans des termes juridiques. Ce faisant, on reconnaît d'emblée à l'État le droit de légiférer sur les moyens avec lesquels on s'oppose à lui. De la même façon que la reconnaissance du droit de grève par l'État vient rendre toute grève qu'il ne reconnaît pas illégale, illégitime et répréhensible, le débat sur la légalité des manifestations mène à un dangereux amalgame entre légalité et légitimité. La formulation d'une légitimité constitutionnelle (juridique) en vertu de nos droits « fondamentaux » remet encore une fois entre les mains du pouvoir la possibilité d'apposer son sceau, ou non, à des formes de lutte qui s'opposent à lui.

L'État possède tous les outils nécessaires pour interdire une manifestation - ou tout autre forme de moyens de pression - quand bon lui semble. Concrètement, le droit inclut les conditions mêmes de sa suspension. L'article cinq du règlement P-6 stipule en effet - et ce, avant même les amendements de 2012 - qu'en tout temps, sur tout le territoire de la Ville de Montréal, le comité exécutif peut suspendre le droit de manifester « *lorsqu'une situation exceptionnelle justifie des mesures préventives pour maintenir la paix ou l'ordre public* ». Le « droit » de manifester relève en fait bien plus d'une volonté politique et d'un rapport de force que d'un débat de juristes. Ainsi, pendant la grève étudiante, les policier.ère.s ont généralement toléré les manifestations jusqu'à ce que des méfaits soient commis malgré leur illégalité en vertu du P-6. Il était alors politiquement défavorable d'appliquer rigoureusement le règlement dès le début des manifestations : trop de gens prenaient encore la rue et « l'opinion publique » était encore trop préoccupée par le conflit. C'est précisément parce que le rapport de force favorisait les manifestant.e.s que P-6 n'a pas été appliqué de façon stricte avant mars 2013.

Dans la foulée des arrestations du printemps 2013, le SPVM a d'ailleurs affirmé que les amendements à P-6 ne seraient pas appliqués lors des célébrations de victoire du Canadien, en évoquant leur caractère « spontané ». C'est justement toute forme de spontanéité, d'imprévisibilité, que le discours sécuritaire refuse de reconnaître à la contestation politique. La protestation doit se faire selon leurs règles, dans le cadre de leur contrôle.

Au final, pour le pouvoir, peu importe si les amendements au règlement P-6 sont par la suite déclarés inconstitutionnels, ils auront accompli ce pour quoi ils ont été



mis en place : briser l'élan de mobilisation que la grève étudiante avait insufflé et lui reprendre son lieu politique principal, la rue. Parce qu'en attendant le moment où ils seront déclarés inconstitutionnels, ils auront eu force de loi et auront réussi à affaiblir notre organisation dans la rue. Peu lui importe parce qu'au moment d'une prochaine mobilisation, il mettra en place une autre mesure qui aura la même fonction dans le court terme.

Lois spéciales forçant le retour au travail ou en classe, réglementations s'apparentant à des mesures de guerre dans le cadre du G20: c'est toujours au nom de l'ordre public et de la sécurité que des mesures dites d'exception sont promulguées. Le règlement P-6 s'inscrit dans cette même dynamique : celle où « *conformément à une tendance en acte dans toutes les démocraties occidentales, la déclaration de l'état d'exception est progressivement remplacée par une généralisation sans précédent du paradigme de la sécurité comme technique normale de gouvernement* » (G. Agamben).

### **Discours sécuritaire, police et manifestations**

C'est dans ce rapport entre le discours sécuritaire, la police et l'urbanisme qu'il importe d'interpréter les amendements au règlement P-6. Au nom de la sécurité publique, de la lutte à la délinquance, pour protéger le « citoyen » des dangers qui le guettent à chaque coin de rue, la police se voit attribuer des pouvoirs discrétionnaires dont le caractère politique s'éclipse derrière le discours sécuritaire. Pour nous protéger des tireurs fous, des attaques terroristes ou des criminels qui rodent, les caméras se multiplient dans les espaces publics et privés ; flâner devient un comportement suspect, les itinérants sont chassés du centre-ville, les rassemblements dans les parcs sont contrôlés, surveillés. La ville, définie de plus en plus comme un lieu de consommation et de circulation, doit être contrôlée, visible, prévisible. « *Urbaniser et policer, c'est la même chose* » (M. Foucault).

Par la gouvernance sécuritaire, ce qui vise à être évité c'est tout ce qui vient entraver la circulation du capital, à la fois celle des travailleur.euse.s et celle des marchandises, le ralentissement, l'arrêt, le blocage. Il lui faut assurer le flux « normal » de l'accumulation capitaliste. Et, pour le *sécuriser*, le pouvoir met en place un vaste arsenal de mesures qui, à terme, vise à briser notre capacité à nous organiser et à lui nuire. L'urbanisme oriente la façon dont les gens se rassemblent, se mobilisent et luttent : le mobilier urbain est pensé pour être impossible à subvertir, les caméras filment tout ce qui se passe dans la ville, les places sont rénovées pour n'offrir aucun abri pour dormir

## MAPÉI et « droit de grève »

Le 22 juillet 2013, une soixantaine de militant.e.s, issu.e.s de différentes tendances de la gauche radicale montréalaise, ont organisé une manifestation autonome afin de porter main-forte aux ouvrier.ère.s de l'usine Mapei de Laval en grève depuis le 4 mai 2012. Les lock-outé.e, en proie à une pluie d'injonctions depuis le début du conflit, avaient laissé parlé une négociation asymétrique entre un boss omnipotent et des bureaucrates syndicaux domptés par le légalisme.

Ce lock-out est un exemple de plus de la pacification des conflits de travail par la reconnaissance « du droit de grève » qui eut pour conséquence de laisser l'état à travers sa législation (code du travail, injonctions, lois spéciales) décider des paramètres du conflit social. La grève, en tant que cessation des activités productives, est pourtant contraire aux intérêts de ce même état: « Le droit l'autorise parce qu'il met un frein à des actions violentes auxquelles il redoute d'avoir à faire face. » (W. Benjamin).

Au cours de cette manifestation, pour la première fois depuis le déclenchement du conflit, la production de l'usine fut totalement bloquée par une ligne de piquetage dure, rappelant aux bureaucrates syndicaux que l'insubordination aux patrons et aux lois a toujours été l'arme de prédilection des travailleur.euse.s en lutte. Les travailleur.euse.s continueront à encaisser défaite sur défaite tant qu'ils.elles demeureront dans l'enclos légal dressé par l'État.

ou s'y cacher, les rues du centre-ville réparées pour qu'on n'y trouve plus de morceaux d'asphalte. L'espace urbain est de plus en plus policé, poli, normalisé.

Loin d'avoir été une réponse spontanée, non préméditée, *exceptionnelle* aux débordements de la grève, la demande du trajet est dans les projets du SPVM depuis 2009. Les bilans des manifestations annuelles contre la brutalité policière font mention, à chaque année depuis, du refus des manifestant.e.s de donner leur trajet à l'avance. Les amendements à P-6 visent à vider les manifestations de leur potentiel subversif, de toute possibilité de débordement pour n'accepter de celles-ci que l'épiphénomène symbolique, prévisible. En criminalisant et réprimant les manifestations sans trajet et le port du masque, ils contribuent à rendre performative la dichotomie entre le rassemblement citoyen et festif et la manifestation dangereuse et criminelle, entre le bon manifestant qui n'a rien à cacher et la casseuse masquée. Cette distinction n'existe pourtant pas par elle-même : une manifestation peut subitement se transformer en émeute violente où un.e manifestant.e se retrouvant là « par hasard » tentera d'empêcher une arrestation.

### **Reprenre la rue**

C'est cette division que la gouvernance sécuritaire tente d'établir, entre les citoyens et les *autres* : les bandits, les criminels, les marginaux, les casseurs. Celui ou celle qui n'a rien à se reprocher n'a rien à cacher. C'est toute une entreprise idéologique et matérielle qui est mise sur pied contre nous. Elle se situe aussi bien dans la rue, par une répression accrue, que dans « l'espace public ». Ses conséquences et ses expressions sont multiples. L'espace urbain est militarisé et les stratégies de contrôle social sont de plus en plus pernicieuses, de plus en plus totales. Le règlement P-6 s'inscrit clairement dans un ensemble de stratégies qui visent à nous briser, à contrôler nos intentions, à mater jusqu'à nos vellétés de lutte. C'est dans cette optique qu'il importe de réfléchir à la fois la critique de ces mécanismes et les moyens concrets de les combattre et de s'y soustraire. La critique doit se situer en tout temps dans une perspective tactique et stratégique : comment reprendre la rue sans être sûr.e.s et certain.e.s de se faire arrêter, établir un rapport de force face au pouvoir dans ces conditions, s'organiser pour que ces mesures répressives ne mettent pas hors d'état de lutte nos camarades. ■

## CORPS URBAIN, CORPS PRÉVISIBLE

---

**T**out comme l'espace qui le contient, le corps est *lieu*. Lieu d'où surgissent et en lequel s'éprouvent nos désirs, nos souffrances, nos luttes. Par là, le corps est *menace* pour l'ordre qui cherche, par tous les moyens, à pacifier. Faire du corps un lieu anodin, un non-lieu, un objet comme un autre, qui *circule*, c'est aussi ça, la croisade de l'État. Et pour sauver la bonne conscience démocratique, il lui suffit d'invoquer la légitime défense (ce qu'il faut protéger, c'est « l'intérêt commun », le.la citoyen.ne et sa propriété si chère payée) tout en évitant, par ailleurs, les coups d'éclat: la morale bourgeoise a les oreilles sensibles et les cas Trayvon Martin sont péniblement bruyants.

### **C'est aussi avec du béton qu'ils et elles étouffent nos désirs**

« Ce sera l'architecture ou la révolution. »  
- Le Corbusier

Si le pouvoir (et le savoir qui le justifie) a bien compris une chose, c'est que s'il faut gérer les corps, vaut mieux veiller à contrôler, en première instance, l'espace qui les contient. La ville est expérience motrice, sensorielle – elle est d'abord vécue et su-

bie par le corps lui-même. L'urbaniste, en ce sens, n'est rien d'autre qu'un.e technocrate dont la job, aussi verte soit-elle, est de contrôler et de façonner les affects (et avec eux les potentialités du corps) par le biais de l'organisation spatiale. C'est la méthode douce, plus discrète, moins coûteuse, moins risquée, incroyablement plus efficace. L'ordre se diffuse dans les structures elles-mêmes, sans avoir à être proféré, écrit, traduit. Le corps, en même temps que le lieu, est assiégé. D'une pierre deux coups, et toutes les vitrines ont été sauvées.

On ne connaît que trop bien le langage de l'urbanisme et de l'architecture modernes: la rue est *artère*, le parc est *poumon* de la ville, « la *lèpre des faubourgs* »<sup>1</sup> ou les zones *cancéreuses* doivent être *assainies* ou *revitalisées*. La ville, conçue comme organisme vivant, est donc sujette à une évolution nécessaire, structures et projets devant répondre à l'une ou l'autre des fonctions de la Cité moderne. Ainsi, le corps docile *circule* dans la rue, *travaille* à l'usine, *se détend* au parc, *habite* sa maison, *se divertit* au centre-ville, et *consomme*... partout. Loi du plus fort oblige, les traits indésirables disparaissent au profit des caractères avantageux : c'est le propre de la sélection économique que les pauvres crèvent pour faire vivre le tourisme.

Ce qui se cache derrière ce vocabulaire fonctionnaliste, c'est la tentative de faire croire que l'espace urbain est le résultat nécessaire et abstrait des événements sociopolitiques et de la croissance économique de la ville, dissimulant par là le fait qu'en réalité, le design urbain est matérialisation du projet capitaliste et qu'il vise précisément à engendrer certains événements (encore que le but de la pacification est qu'il ne se passe rien, mais que justement tout *pass*e) et à en empêcher d'autres : la rencontre, le blocage, la grève, l'émeute. Mais quand l'émeute prend, le « darwinisme urbain » en arrache : là, la rue n'est plus artère, elle devient terrain de vie ou de jeu pour les un.e.s (les indésirables, *nous*) et menace pour les autres (l'État, les flics, les *autres*, littéralement). Comme l'usine qui, par la grève, redevient centre d'intensité et se libère de sa fonction. Et quand la rue et l'usine réapparaissent comme *mondes*, les corps reprennent vie, troquent fonctions contre potentialités<sup>2</sup>. Le corps *occupé* à — se transforme en corps qui *occupe* (un lieu, une temporalité). Il redevient menace, danger, puissance et, par là, ennemi public.

### **BOUGE ! Corps immobile, corps suspect**

Aux nouvelles exigences du capitalisme avancé doivent répondre les corps, dont on exige désormais qu'ils soient mobiles. Pour ce faire, tout comme les cloisons de la cité ouvrière auront servi le capitalisme industriel qui exigeait l'immobilisation des marchandises et de la main-d'œuvre, le pouvoir veille à se traduire physiquement dans la ville. Néolibéraliser le corps, c'est le mettre en mouvement, le retenir de tout enracinement possible, si ce n'est qu'à celui du *flux*. Si les flics ont encore besoin de lui commander de circuler, c'est que l'urbanisme ne peut assurer le travail à lui seul. Mais l'ordre est le même et, dans le dernier cas, dessert le mensonge démocratique de manière beaucoup plus perfide, beaucoup plus constante.



**1** · L'expression de Charles Édouard Jeanneret, dit Le Corbusier, traduit plutôt bien son projet architectural. Il fallait, par l'architecture, donner goût au travail, empêcher la contagion, les distractions, les coalitions, la révolte.

**2** · En 1933, à Athènes, se tient le IVe CIAM (Congrès international d'Architecture moderne), sous le thème «La ville fonctionnelle». Le congrès conclut de quatre grandes fonctions humaines : habiter ; travailler ; se divertir ; circuler.

Le corps immobile, le corps qui interrompt le flux est corps suspect. S'il s'agit de remettre en marche, ce n'est pas à la manière du vagabond ou de la mendicante que le capitalisme industriel, avec la multiplication des manufactures et l'exode rural, a pour une large part produit.e.s et, plus tard, éliminé.e.s<sup>3</sup> : c'est toujours ce même corps errant, inopérant, inoccupé, qui dérange et fait défaut. Dans cette guerre contre le corps immobile, c'est aussi la possibilité d'une proximité des corps entre eux et du corps à corps comme praxis que l'urbanisme tend à faire disparaître. Toute la tâche est de bâtir ou de transformer la ville de « *manière à ce qu'elle individualise les corps par une localisation qui ne les implante pas, mais les distribue et les fait circuler dans un réseau de relations* » (Foucault, 1975) strictement économiques, en neutralisant les imprévus. À ce titre, « *l'idée de cellule agit aussi bien que la cellule elle-même* » (Institut de démobilisation, 2008). Pour empêcher toute forme d'organisation horizontale, on bâtit un espace lisse, cellulaire : un open space compartimenté, une prison sans murs tangibles, un réseau de couloirs invisibles, dangereusement opérants. C'est que le corps docile se croit libre de circuler, alors que c'est précisément ce qu'on lui ordonne : il trouve son salut dans le mouvement productif, vide d'événements, auquel l'espace le contraint.

Ainsi, on re-design les bancs publics pour en faire, non plus des planches sur lesquelles s'allonger, mais des tabourets individuels, inconfortables, dissuasifs, des bancs-minute dossier en moins. Ou on les élimine, carrément, invitant ingénieusement (et sans mot dire) les corps à se diriger vers le banc payant du café d'en face. On réaménage les parcs, pour les rendre verts et sécuritaires, pour vos kids, nous dit-on : on troque les buissons, l'herbe et ce qu'il reste de plantes pour des arbres en rangée, on en nivelle les sols pour s'assurer de tout voir, en un coup d'œil, de la vitre d'un char de flic. On élimine les balcons, c'est trop bruyant, on fait des cours-arrières plutôt qu'avants, ça fait plus propre, on installe des caméras de surveillance un peu partout, et quand on se propose de construire des places, c'est en béton bien lisse pour faire fuir nos culs. Évidemment, tous ces dispositifs incitatifs (pour le corps à obéir, à être prévisible) se couplent d'une multiplication des mesures répressives qui servent la même mise en circulation (lois anti-flânage, anti-rassemblement, anti-manif, anti-squat, etc.).

À mesure que l'on discipline le corps cellulaire, c'est la foule elle-même qui disparaît au profit de la multiplicité de solitudes cordées, captives, épiées. Si les corps s'entassaient dans la cité, ce n'est pas à la manière dont on se presse pour l'assemblée, ou la fête. La foule, avec sa puissance de désordre et de provocation, s'estompe au profit de la masse misérable et résignée. On crée un centre référentiel, celui de la marche homogène, une moyenne dont on demande aux corps de répondre, en renvoyant les déviant.e.s, les cellules cancéreuses, les corps-troubles (ceux que la foule accueille et produit, précisément) à l'hospice ou en prison.

### **Désaffecter l'espace, retrouver les corps**

Si l'État moderne, et le capitalisme auquel il obéit, vise à faire circuler, c'est pour éviter qu'on ne découvre ou ne fasse naître (de l'espace fonctionnel et pacifié, en le fractionnant) des usages ou des pratiques nouveaux.elles en libérant les lieux connus de leur asservissement à une fonction. Tout ce qu'il reste pour le corps prévisible à défendre, ce sont ses biens; mais c'est l'espace que nos corps, si on les veut imprévisibles, doivent reprendre en le désaffectant. L'occupation n'est pas que reprise : elle est acte de désobéissance du corps face à l'espace dans lequel il se tient, négation du rapport fonctionnaliste instauré entre l'un et l'autre par un tiers oppresseur. Si la multitude urbaine incarne un potentiel réel de voir apparaître des désirs et des rapports autres, il faut encore leur ouvrir des brèches où surgir et une foule, compacte, pour les accueillir. La puissance du corps se mesure à son degré de *dysfonctionnalité* : le corps imprévisible est celui qui, avec d'autres, détraque le flux en restaurant l'espace non asservi et la résistance qu'il permet.■

**3** · On en fait alors pendre quelques-uns, on en enferme d'autres, mais, pour joindre l'utile à l'exécration, on préfère encore (c'est moins coûteux, plus profitable) leur faire rejoindre la norme: *Au travail, romanichel, ta vie sauve contre ma laisse !* D'une corde à l'autre, le résultat est le même : on maîtrise les corps – les deux sont morts, l'un cliniquement, l'autre en tant que volonté.

**4** · À chaque corps sa cellule: c'est le prolongement du darwinisme urbain. En même temps qu'une fonction dans l'organisme (la cité), on lui assigne une identité.

# MARSEILLE 2013 ET LE QUARTIER DES SPECTACLES DE MONTRÉAL

La culture : une arme de gentrification massive

---

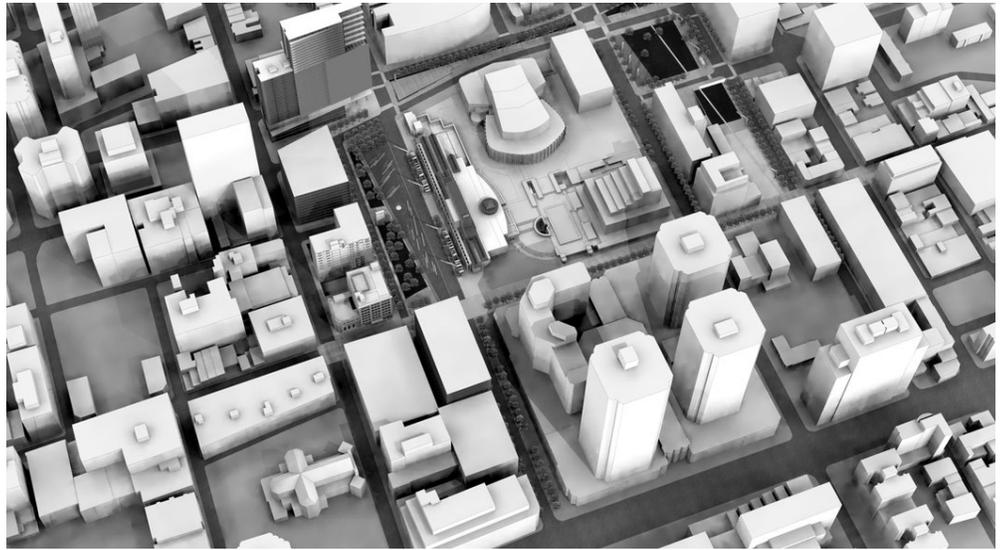
La gentrification dans les villes occidentales est désormais un phénomène commun. On assiste à une reconquête des quartiers populaires et des espaces publics par les classes aisées et les promoteurs immobiliers aidés de leur flicaille. La gentrification revêt différents visages, mais partout elle entraîne les mêmes pratiques pour façonner la ville autour des idées de profit et de sécurité. La spéculation, les hausses de loyers, les expulsions, la vidéosurveillance, la présence policière et les interpellations deviennent le lot quotidien des lieux gentrifiés.

Un des aspects méconnus de la gentrification est le rôle qui est joué par la Culture, dicit l'*Industrie culturelle*. À Montréal ou à Marseille, cette industrie vient en aide aux capitalistes de tout acabit qui souhaitent voir émerger une « ville nouvelle », propre, sécurisée et friquée. Le Quartier des Spectacles à Montréal et Marseille, capitale européenne de la culture européenne 2013, sont deux projets qui, sous le vernis de la Culture, gentrifient et transforment les lieux publics. Qui oserait s'opposer à la Culture? Si plusieurs s'entendent pour dénoncer la transformation des quartiers populaires en niches à bobo, ils et elles sont peu nombreux.ses à s'insurger des modifications urbaines entraînées par les projets culturels.

Toutefois, il est légitime de s'interroger à propos de quelle culture est promue par ces enfoirés à cravates. Dans le cas de Marseille 2013<sup>TM</sup>, la culture n'est pas celle des marseillais.se.s, cette région étant reconnu comme un berceau du hip-hop avec des artistes influents comme IAM, Keny Arkana et plusieurs autres de la scène *underground*. Les industriels de la culture de Marseille 2013<sup>TM</sup> ont préféré y mettre de l'avant l'insipide David Guetta à 44€ l'entrée.

L'imposture de l'industrie culturelle ne s'arrête pas aux choix artistiques. La direction de Marseille 2013<sup>TM</sup> a été confiée au président de la chambre de commerce de la ville.





Mais qu'est-ce qu'il y connaît à l'art, ce gros bourgeois? En fait, si ce poste lui a été confié c'est bien parce que Marseille 2013™ est une fumisterie capitaliste et qu'il s'y connaît bien là-dedans. Fort de subventions s'élevant à 660 000 000€, la Ville se lance dans les grands projets urbains. On transforme certains quartiers comme Noailles où les habitant.e.s doivent plier bagage sous l'effet conjugué des hausses de loyers et des expulsions d'HLM, le tout jumelé à une présence policière accrue. La Ville se lance aussi dans la construction de musées et d'installations culturelles dont l'insignifiant jardin temporaire d'une durée d'un an, *Jardins Possibles*. À terme, l'installation sera détruite pour faire place à un chantier d'autoroute. Pour plusieurs, ce projet est devenu le symbole de l'absurdité de Marseille 2013™, les *Jardins Possibles* tout comme les autres pans liés à la capitale de la culture sont très peu utiles, coûteux, temporaires et méprisants envers la communauté marseillaise.

À Montréal, le projet du Quartier des Spectacles dans le secteur Ville-Marie fut piloté par l'ADISQ, le fer de lance de l'industrie culturelle québécoise, afin de transformer une partie du centre de la ville. La municipalité se vante : « [d'offrir ] aux Montréalais et aux visiteurs un lieu des plus agréables pour se promener en toute sécurité, faire ses courses, se restaurer, ou encore apprécier l'animation des plus festives qui y est proposée. »<sup>1</sup> Afin d'y parvenir, la Ville fit appel à la triade urbanistes-promoteurs immobiliers-flics. Le rôle des urbanistes est, ici, crucial parce qu'ils proposent les plans des espaces publics sous l'influence des théories de la prévention situationnelle. Pour ces professionnelles de la ville à la solde des flics et des capitalistes, la configuration des espaces engendre des crimes et des comportements déviants. La construction des lieux doit éloigner les indésirables (les pauvres, les punks, les junkies, en fait tous ceux et celles qui «fittent» pas dans leur modèle de citoyen.ne) et de faciliter l'intervention de la police dans cet espace sécurisé.

Des deux côtés de l'Atlantique, on retrouve les mêmes dynamiques à l'œuvre (gentrification et sécurisation des espaces urbains). Sous le couvert de la culture, on fait la chasse aux pauvres et aux marginaux. D'une part l'Industrie culturelle dépossède les habitant.e.s des quartiers populaires de leur culture propre au profit d'une culture-spectacle uniformisée pour les consommateurs friqués. D'autre part, on modèle la ville, lieu d'interaction entre les individu.e.s en une zone de contrôle où « la "sécurisation" [...] et son lot de zones de sécurité prioritaires, d'augmentation de la présence policière, de nouvelles géographies urbaines ou encore d'installation de vaste réseau de vidéosurveillance, garantissent le bon fonctionnement de la machine.<sup>2</sup> » Il ne tient qu'à nous d'enrayer cette machine avant qu'elle ait dévoré l'ensemble des quartiers, des espaces publics, de nos lieux de vie. ■

**1** · Site web de la Ville de Montréal : [http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?\\_page\\_id=7557,81223570&\\_dad=portal&\\_schema=PORTAL](http://ville.montreal.qc.ca/portal/page?_page_id=7557,81223570&_dad=portal&_schema=PORTAL)

**2** · <http://juralib.noblogs.org/2013/03/24/marseille-20-21-avril-deux-jours-de-discussions-autour-des-luttes-contre-la-gentrification-et-lame-nagement-du-territoire/>

# ENTRE REVITALISATION ET RÉCUPÉRATION

Analyse féministe de la gentrification

---

Être contre la gentrification semble être une évidence rhétorique, un lieu commun entre toutes les différentes tangentes politiques de “gauche”. Il est convenu que la gentrification est une attaque envers la communauté qui habite le quartier: les éléments disgracieux qui minent le portrait, les taudis, les moins nanties sont exclus progressivement alors que poussent des restos, des cafés, des épiceries hors de prix où les petits bourgeois pourront se sentir à leur aise. La gentrification est un phénomène qui prend racine dans la reconfiguration des quartiers populaires situés près des centres urbains ou délaissés par les industries. Son mode de déploiement est viral, en ce sens qu’il n’est pas une attaque de front. Ainsi, il ne s’agit pas simplement d’une réorganisation de l’habitation, mais aussi de la promotion d’un certain mode de vie: loisir, plaisir, culture, bonne bouffe. C’est de cette façon que la gentrification continue de s’implanter à bon rythme dans la plupart des quartiers populaires de Montréal (pensons seulement à Hochelaga ou Saint-Henri). Nous l’avons dit, le caractère problématique de la gentrification est connue, mais nous voulons porter la critique plus loin, en dépassant la simple analyse de classe. Il nous semble donc nécessaire, si l’on veut saisir l’ampleur du phénomène, d’amorcer une autre critique de certains aspects de la gentrification dans une perspective féministe et anti-autoritaire.

## **Le féminisme libéral au service du projet gentrificateur**

À prime abord, lorsque l’on pense à la ville moderne, c’est sa dimension physique qui vient à l’esprit: elle est un ensemble d’infrastructures qui rend visible le modèle social dominant. En répondant aux principes de productivité et d’efficacité, la *ville* centralise les lieux de décisions économiques, politiques et culturels et agglomère une population dense. Mais elle est aussi un *lieu de régulation*, c’est-à-dire que les dynamiques sociales en son sein influencent sa composition. À l’échelle humaine, l’espace urbain est le site des relations interpersonnelles, il est une mise en relief des communautés et des classes sociales qui l’habitent. Chaque individu, dans son contact à l’autre, doit constamment négocier entre la compétition et la collaboration afin de s’élever dans la hiérarchie sociale. Cette volonté de reconnaissance et de réussite, de performance, est l’un des moteurs des rapports de pouvoir systémiques racialisés et genrés. Le processus de gentrification est le produit de ces dynamiques de domination. En fait, il est un exemple idéal de l’impact du capitalisme néolibéral, à la jonction de la montée d’une élite intellectuelle sensiblement engagée et de la récupération des acquis des mouvements sociaux, notamment du féminisme.

Avant d’aller plus loin, rappelons que les années 80 marquent un tournant dans la politisation des projets de gentrification en Europe et en Amérique du Nord. L’acteur gouvernemental, qu’il soit local ou national, s’associe au marché de l’urbanisme, de concert avec le milieu immobilier et culturel, afin d’entreprendre des projets de “revitalisation” urbaine. Le changement des zonages, des règlements municipaux, la mise en place de différents paliers de subventions ne sont que quelques exemples des initiatives des gouvernements pour ouvrir le champ libre aux promoteurs. Pour nous, la montée de la gentrification coïncide avec la cristallisation des acquis relatifs aux droits des femmes, obtenus par les luttes féministes des générations précédentes: droit de vote, légalisation du divorce, accès à la contraception, émancipation sexuelle, accès à l’éducation universitaire, entrée sur le marché du travail. Une “autonomie” sociale qui laisse croire à plusieurs que l’égalité homme-femme est atteinte et qu’il n’y a donc plus de domination machiste et patriarcale. Ces transformations maintenues au sein

du capitalisme contribuèrent à la solidification d'une entité-femme homogène, une figure blanche, occidentale et hétérosexuelle. En s'intéressant uniquement à la question du sexe, ces acquis restent partiels et illusoire pour la majorité *des femmes*, puisqu'ils ne prennent pas en considération les enjeux de classes et de race. Or, les femmes dans leur ensemble occupent encore les positions les plus précaires dans nos sociétés. Les changements dans la réalité et le quotidien des femmes ont, du même coup, renforcé un modèle féminin de performance dans le travail et de vie de loisirs. C'est ainsi que malgré l'apport incontestable de critiques dites radicales au sein du mouvement féministe, il nous apparaît évident que celles-ci se sont vues marginalisées au profit de l'ascension d'un féminisme libéral, non pas en rupture avec les systèmes d'exploitation, mais bien en accord avec ceux-ci.

### **La femme émancipée dans la mire de la gentrification**

L'intégration de la figure de la femme moderne au sein du discours de la gentrification se manifeste dans les stratégies de marketing et révèle le lien direct de la gentrification avec les structures de domination. Les modèles de genre qui circulent dans les médias ont un impact sur la perception des corps et influencent le positionnement social des individus en fonction de leur correspondance aux normes. Le pouvoir de ces images se trouve dans leur omniprésence dans l'espace public: elles captent et structurent le regard de tous et toutes. Les représentations qui placardent nos villes se substituent alors au désir de s'émanciper, de se réaliser par la prise de conscience de nos aliénations communes. Ainsi, l'aspect collectif de la ville est complètement évacué au profit d'un individualisme exarcebé, d'une fragmentation du tissu social. C'est le couple de Samcon contemplant le balcon de leur nouveau condo.

Lorsque les gentrificateurs, dans leur campagne publicitaire, utilisent un certain type de corps de femme,<sup>1</sup> ils représentent en fait leur produit comme féminin et érotisé. Les femmes occidentalisées hétérosexuelles, blanches et performantes projetées sont souvent sexualisées, ou encore placées dans un contexte de loisir et de plaisir. Cette imagerie vient directement soutenir les relations sociales patriarcales par l'impact du regard masculin qui objective les formes féminines. Telles les entreprises coloniales et le discours d'aventure et d'exotisme qui le soutenait, les campagnes de publicité reproduisent, au travers du personnage féminin, la volonté masculine et viriliste de conquérir et de posséder. Le regard féminin qui s'adresse au spectateur n'est-il pas une démonstration d'un désir à contrôler et à obtenir? Le message est clair: la ville, comme la jeune femme urbaine professionnelle et émancipée, est une marchandise, disponible 24/7 pour le plaisir, continuellement dans l'attente d'être possédée et consommée. Cette iconographie réitère une organisation sociale basée sur le genre où la place de la femme est définie par la marchandisation, ses activités consommatrices et sa consommation en tant qu'objet de désir.

### **Entre la liberté et la peur: une tension nécessaire**

« Pour un homme, ce n'est pas grave que son condo soit situé près de terrains vacants ou d'usines désaffectées si on lui dit que le quartier sera in dans quelques années et que son condo prendra de la valeur, explique M. Migneault. Mais pour une femme, la vie de quartier compte plus que tout. Elle veut des commerces, une bonne signalisation, un parcours agréable et sécuritaire pour se rendre au métro. Elle est plus sensible à son environnement. »

Au delà de l'image sexiste qui est projetée, l'aspect genré du projet gentrificateur se manifeste par l'articulation des enjeux et des problématiques émergeant de la cohabitation dans l'espace urbain. Les quartiers en voie de gentrification sont perçus comme potentiellement dangereux, sales et laissés à l'abandon. Bien avant que les promoteurs ne commencent à s'intéresser à ceux-ci, la faune artistique et étudiante a défriché le terrain, profitant des loyers bas et du désinvestissement de la ville et des



Photo de promotion des condos Samcon

propriétaires comme d'un potentiel laissant une plus grande liberté aux actions et aux différents modes de vie. Dans ce contexte, les promoteurs immobiliers reconnaissent que la perception d'un quartier comme un endroit non-sécuritaire réduit la capacité de vendre les propriétés urbaines à plusieurs groupes, notamment les femmes seules, les personnes âgées et les familles. Les risques perçus se doivent d'être détournés par la dissémination d'une image alternative de la ville synonyme de liberté et de bien-être. Des aspirations qui se réalisent sous le couvert d'une sécurité accrue et de systèmes de surveillance, qui sont souvent spécifiquement ciblés pour les femmes.

Comme en témoigne la citation ci-dessus, une part importante du processus de gentrification repose sur la "sécurisation" des quartiers. Celle-ci nous est servi comme un impératif moral afin de "protéger" les femmes qui y circulent et donc d'améliorer la qualité de vie de tous. On table sur une vision essentialiste de la femme vulnérable et sensible afin de légitimer la gentrification tout en favorisant un style de vie axé sur la consommation.

L'embellissement de l'image des quartiers devient aussi une priorité. On en modifie les infrastructures afin qu'elles répondent esthétiquement et de façon utilitaire à une population *dynamique*, instruite et avide de nouvelles marchandises. De cette façon, la ville se transforme au gré des désirs alimentés et alimentant la nouvelle classe moyenne. Elle offre une image d'elle-même, un spectacle, d'une mixité stimulante où les festivals se côtoient... Or, dans le concret, revitalisation va de pair avec l'éviction (directe ou indirecte) des habitants initiaux, la marginalisation sur place des populations et la mise sous surveillance des classes populaires dans l'espoir de « normaliser » leurs usages de la ville. Ces quartiers populaires représentent donc, à la fois, un potentiel d'accumulation de capital pour de nouveaux propriétaires et (surtout) une source de légitimation d'investissement sécuritaire accru qui se traduit concrètement par un nettoyage social des quartiers, ce qu'on nous sert sous le couvert de la mixité sociale.

### **De la nécessité de tout péter**

Le discours de la gentrification dévoile une volonté de masquer les différences, de rendre invisible les communautés marginales afin de créer un monde homogène, lisse qui répond au seul impératif du capital. C'est ainsi que la gentrification n'est qu'un symptôme, ou plutôt la cristallisation au sein de nos villes de l'ensemble des rapports

---

« Telles les entreprises coloniales et le discours d'aventure et d'exotisme qui le soutenait, les campagnes de publicité reproduisent, au travers du personnage féminin, la volonté masculine et viriliste de conquérir et de posséder. »



de domination économiques, raciaux, culturels et genrés. Elle est l'exemple concret du positionnement social souhaitable, de l'idéal à atteindre pour ceux et celles qui sont déjà privilégié.e.s. L'analyse féministe nous permet de mieux comprendre les enjeux reliés à la gentrification, car elle n'est pas seulement une attaque visant les classes moins nanties, mais bien l'imposition insidieuse d'une manière d'être, d'un *vouloir* être qui gangrène les désirs de tous.te.s. La gentrification est un processus qui exacerbe les rapports de domination genrés, encourageant des liens sociaux fondés sur des dynamiques de pouvoir essentiellement capitalistes niant du même coup le potentiel d'entraide et de solidarité entre les communautés qui se font dissoudre ou "intégrer" graduellement. La femme-libérale y joue alors un rôle de premier plan en tant que public cible, et la femme-objet comme stratégie publicitaire.

Face à ces désirs conditionnés, il nous paraît nécessaire d'adopter la position non-négociable de la lutte directe pour l'appropriation de nos espaces de vie. C'est en imposant notre vision du monde, en imposant notre imaginaire de la ville comme lieu vivant que nous pourrions transgresser les normes du capital. Ce que nous voulons, c'est tisser des liens, fortifier la critique afin que les futures luttes ne soient plus récupérables, retournées contre nous. Partout, au détour de chaque tentative d'émancipation se dresse le spectre de la récupération et des solutions réformistes. Dans cette posture conflictuelle, dans le condo qui brûle, le message se clarifie: c'est la domination patriarcale et raciste que nous cherchons à éliminer. ■

## Queer bashing dans Pointe Saint-Charles

Le 7 mars 2013 à 2h30 du matin, deux queers ont été tabassé.e.s à leur sortie d'un bar de Pointe Saint-Charles. Cet événement n'est pas un acte isolé d'homophobie ni une attaque anodine visant une classe marginalisée du Sud-Ouest. Il s'inscrit dans un contexte plus large d'oppression systématique qui prend de plus en plus la forme d'attaques violentes envers des groupes précarisés et ostracisés.

« Je marchais pour retourner chez moi (à moins de sept minutes de marche du bar) quand les deux hommes qui nous avaient proféré des menaces et qui nous avaient harcelés en disant des propos homophobes ont commencé à nous suivre. Ils ont couru derrière nous et m'ont poussé sur la personne avec qui je marchais. Quand elle a essayé de se relever, un des gars a commencé à l'engueuler. L'autre gars me tenait déjà, il

m'a levé du sol et m'a poussé par terre, tête première. C'est à ce moment que j'ai perdu connaissance. L'autre gars est revenu et m'a donné des coups de pied avant que mon amie vienne se mettre entre nous deux. Après qu'elle leur ait dit de reculer, un des gars est parti à courir alors que je reprenais conscience. Mon amie m'a levé et nous avons commencé à marcher/boiter jusqu'à mon appartement. L'autre gars qui n'est pas parti à courir restait là et insistait en nous disant qu'il n'avait rien fait, qu'il ne m'avait jamais touché et qu'on pouvait appeler les flics. On ne voulait pas appeler les porcs, on lui a dit de nous laisser tranquilles. Après quelques instants, il est parti. Rendu.e.s à l'appartement, on a appelé un ami qui nous a conduits jusqu'à l'hôpital où ils m'ont mis un bandage sur le front et m'ont fait passer un scan. »

# GENTRIFICATION, MÉMOIRE ET RÉSISTANCE À ISTANBUL

« Qui contrôle le passé, contrôle le futur; qui contrôle le présent, contrôle le passé ».

- Georges Orwell

Les rues sinueuses d'Istanbul se sont enflammées au début de l'été, réveillant le spectre d'une révolte urbaine qui couvait depuis longtemps cette métropole. À cheval entre l'Europe en crise et le Proche-Orient en ébullition, Istanbul (Deuxième plus grande ville intra-muros de la planète) a été le théâtre d'un conflit prenant racine dans un développement urbain instrumentalisé par les élites économiques et politiques. Durant plusieurs jours, des dizaines de milliers de personnes occupèrent la place Taksim et résistèrent aux assauts quotidiens des chiens de l'état. Ce mouvement s'inscrit à la fois dans une lutte pour l'espace, mais aussi une lutte pour l'histoire, le centre d'Istanbul muséifié servant de légitimation au pouvoir turc en place.

## Istanbul : Vers une ville-spectacle

La « commune de Taksim » a eu pour étincelle le projet de piétonnisation de la place Taksim. Ce projet mis de l'avant par le gouvernement de Erdogan (AKP, islamiste-libéral) a pour objectif la destruction du parc Gezi, remplacée par un projet de centre commercial. Le parc Gezi, l'un des rares espaces non commerciaux au cœur d'Istanbul, était un lieu de rassemblement que les personnes des classes populaires habitaient quotidiennement. Ce projet de commercialisation de l'espace public avait pour conséquence la dépossession du centre d'Istanbul de ses habitants au profit des consommateurs des quartiers aisés, où poussent les tours à condos comme de la mauvaise herbe, et des touristes à la recherche d'une ville-spectacle aseptisée, sans conflit de classe. Cette gentrification des quartiers centraux d'Istanbul répond à la logique d'accumulation qui dépouille, d'une part, les déshérités de leurs lieux de vie, mais aussi de leur conscience historique au profit d'une mémoire nationale, qui sert de légitimation au pouvoir.

## Mémoire ottomane

La place Taksim et le parc Gezi portent encore aujourd'hui les traces d'un passé lourd de sens que les différentes forces politiques se disputent. Le projet de centre commercial émergeant des rénovations urbaines en cours prenait la forme d'une caserne ottomane détruite en 1940 et remplacée par le parc Gezi. À la veille du déclenchement de l'occupation, Erdogan annonçait, par ailleurs, la construction d'un nouveau pont au dessus du Bosphore portant le nom de Yavuz Sultan Selim, un sultan qui a imposé la domination impériale ottomane dans l'espace sunnite à la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Par ces gestes, l'état turc tente de graver la mémoire d'un passé impérialiste révolu dans la topographie d'Istanbul. L'inscription dans l'espace visible et imaginaire de ces symboles de l'Empire ottoman permet au gouvernement en place d'asseoir son pouvoir en le légitimant par le mythe d'une tradition ottomane idéalisée.

## Kémalisme et récupération

L'opposition présente dans le parc a été multiforme et s'est enracinée sur plusieurs mémoires, parfois contradictoires. Parmi celles-ci, la tradition kémaliste s'appuie sur la fondation de la République Turque suite à la Première Guerre mondiale par Mustafa Kemal Attaturk. Cette république fondée sur les principes de laïcisme, de nationalisme turc et d'étatisme incarne le mythe national des forces républicaines de la Turquie. Le projet de rénovation de la place Taksim touchait à ce mythe national par la destruction appréhendée du centre culturel Attaturk. Il avait pour conséquence



---

« La mémoire des martyrs de 1977 a ressurgi dans la place Taksim suite à deux journées intenses de bataille de rues au cours desquels le paysage urbain s'est vu transformé par la mise en place de dizaines de barricades aux alentours de Taksim et d'un campement rassemblant des milliers de personnes au cœur du parc Gezi. »

d'effacer de l'espace de représentation de la place Taksim les traces de cette mémoire kémaliste. Celle-ci, tout comme la mémoire néo-ottomane prônée par l'AKP, se légitime sur un passé figé et idéalisé qui éclipse les aspects autoritaire, nationaliste et militariste de la tradition kémaliste turque. Cette tradition autoritaire et nationaliste s'est notamment incarnée dans les coups d'État de l'armée turque (notamment le coup d'État de 1980) et la guerre larvée à l'endroit de la résistance kurde qui dure depuis les années 1930. Au même titre que le parti québécois lors des événements du printemps 2012 s'appuyait sur le mythe national de la Révolution tranquille pour récupérer les espoirs de la rue, la récupération de l'enthousiasme révolutionnaire d'une partie des occupants de Gezi se légitimera sur cette mémoire kémaliste.

### **La place Taksim: Mémoire d'un massacre et reconquête de l'histoire**

En parallèle de ces deux mémoires s'affrontant au sein de la place Taksim, un autre passé y est inscrit dans les cicatrices des soulèvements écrasés. Cette mémoire s'appuie sur la tradition des vaincus, la tradition de cette émancipation qui n'est jamais advenue. Au courant des années 1960 et 1970, les mouvements sociaux et révolutionnaires se sont multipliés en Turquie prenant la place Taksim comme espace de rassemblement (ce qui était déjà le cas sous l'empire ottoman et dans les premières années de la République turque). La place Taksim fut le théâtre, le 1er mai 1977, d'une manifestation lors de laquelle des paras-militaires fascistes tirèrent dans la foule faisant 34 morts et des centaines de blessés. Ce massacre est demeuré gravé dans la mémoire de la dissidence turque, qui continue à accoler à la place Taksim une aura contestatrice à reconquérir.

Après avoir permis pour une première fois en 30 ans un rassemblement du premier mai à la place Taksim en 2010, l'AKP a interdit en 2013 le rassemblement du 1er mai en invoquant les rénovations en cours sur la place. Des dizaines de milliers de personnes tentèrent tout de même de reprendre celle-ci, défendue par plusieurs milliers de policiers. Les heurts avec les forces policières se soldèrent par 72 arrestations et une cinquantaine de blessées.

Cet échec pour reconquérir la place Taksim allait pourtant paver la voie au mouvement d'occupation du parc Gezi. La mémoire des martyrs de 1977 a ressurgi dans la



Place Taksim, Istanbul, le 1er mai 1977

place Taksim suite à deux journées intenses de bataille de rues au cours desquelles le paysage urbain s'est vu transformé par la mise en place de dizaines de barricades aux alentours de Taksim et d'un campement rassemblant des milliers de personnes au cœur du parc Gezi. Pendant plus d'une semaine cet espace fut libéré des forces policières et la place reprit l'aura révolutionnaire que l'état voulait effacer de la mémoire collective.

### **De Taksim aux quartiers**

De place libérée, Taksim passa en l'espace de quelques jours à une place occupée par les forces policières où l'air suffocant de gaz lacrymogène asphyxiait les espoirs émancipateurs de Gezi. Après une semaine de répit, la police stambouliote détruisit le campement du parc Gezi tout en s'assurant de quadriller la place et ainsi empêcher la reprise de celle-ci par les protestataires. Au cours des jours suivant la reprise de la place par les forces policières les occupants de Gezi se sont disséminés dans les différents quartiers de la ville organisant des « forums de discussion » aux quatre coins de la métropole. Coupé du centre par le quadrillage policier, les quartiers populaires (Besiktas, Kadiköy, Gazi...) devinrent les centres névralgiques de la contestation. Chaque samedi (date de l'expulsion de la place Taksim), des cortèges regroupant des milliers de personnes partent de ces nombreux quartiers pour tenter de reprendre la place Taksim, qui demeure un espace symbolique à reconquérir.

Bien que le printemps turc se soit essaimé à travers le pays touchant des dizaines de villes et de villages, l'aspect urbain du conflit, de par son origine et son évolution, a été un élément déterminant de ce mouvement. Les transformations urbaines ayant eu cours à Istanbul ne sont pas uniques à cette ville, elles sont au contraire le propre de la ville néo-libérale soumise au diktat du capital. Les événements ayant agité Istanbul ont attaqué de front cette dépossession de la ville en critiquant les rénovations urbaines qui transforment topographiquement, mais aussi socialement l'espace urbain. ■

## LES ÉMEUTES

Ébauche d'une typologie

---

**I**l est de ces moments qui tiennent en eux toute la négation du monde tel qu'il existe, qui rejettent les moyens « acceptables » d'incarner le politique. Les émeutes sont de ces moments. Elles se présentent aux désœuvrés à la fois comme un moyen et une fin. Outil pour forcer un changement, finalité parce qu'exutoire, parce qu'incarnation d'une rupture avec l'état des choses. Il ne s'agit pas ici d'une réflexion tactique, certes nécessaire, sur nos comportements lors d'émeutes. Il s'agit plutôt d'une tentative de réflexion, ancrée dans le présent, d'une tentative de mettre en mots une cartographie des émeutes, de circonscrire leur évolution dans le temps et leurs relations à un processus révolutionnaire. En ce sens, il nous faut d'abord considérer différents types d'émeutes politiques dont le discours et l'acte servent - et construisent à la fois - une volonté d'émancipation réelle afin de relever leurs potentiels et leurs limites.

### **Émeutes symboliques ou traditionnelles**

Nous nommons émeutes symboliques ou traditionnelles ces émeutes où, dans un affrontement récurrent et anticipé, et souvent à date fixe, émeutier.ères et policier.ères se retrouvent dans la rue à l'occasion de la commémoration en acte d'un moment joyeux ou tragique. La journée de la chute des colonels en Grèce et le sabotage annuel de la journée hommage à Pinochet au Chili sont de celles-là, tout comme le premier mai qui, dans plusieurs pays, sert de référent symbolique aux émeutier.ères. L'intensité des affrontements et la grandeur de la mobilisation qui les animent sont généralement directement liées aux luttes en cours dans les divers pays. Ces émeutes

se tiennent la plupart du temps dans des endroits qui sont eux-mêmes symboliques: squares, parcs ou places publiques qui ont une résonance dans la culture de lutte.

Néanmoins, ces émeutes dépassent la fonction de perpétuation d'une mémoire des luttes passées, qu'elles aient été victorieuses ou non. Ces émeutes n'ont d'interlocuteur.trice.s qu'elles-mêmes et le corps policier qui leur fait face. Plus souvent qu'autrement, elles ne demandent rien, ne participent ni à bâtir un rapport de force face à un gouvernement, ni à en forcer la transformation ou la chute. Il s'agit plutôt d'un moment où il est possible de mesurer les forces en présence, dans les deux camps, celui où plusieurs ont balancé leurs premiers pavés, leurs premiers Molotov, senti pour la première fois l'odeur âcre des lacrymos. C'est précisément dans la perpétuation d'une culture de lutte, de résistance et d'organisations actuelles qu'elles trouvent leur sens et leur utilité.

### **Émeutes spontanées ou réactives**

Là où les émeutes symboliques ont un décorum, relativement reconnu des deux côtés, les émeutes spontanées sont purs débordements. Elles incarnent une réaction violente à un événement, une vague qui vient rompre la digue du soi-disant contrat social. Elles sont en latence, dans la mesure où les conditions de son expression sont structurelles. L'événement qui sert d'étincelle peut prendre plusieurs formes : un contrôle d'identité qui tourne mal, la mort en détention d'un.e prévenu.e, le suicide par le feu d'un.e voisin.e qui n'en pouvait plus. La réponse de la rue, immédiate et violente, déborde les mécanismes qui enferment et maintiennent des collectivités dans la misère et l'invisibilité médiatique. Ce n'est pas un hasard si ces moments ont très souvent pour théâtre des quartiers défavorisés et pour acteur.trice.s des communautés sous domination politique et/ou économique. Si certain.e.s sociologues voudraient y voir une simple «demande de respect» (Kokorof), c'est qu'ils.elles prennent pour prémisses que les émeutier.ère.s s'adressent à la société, alors même qu'elles en sont la négation. Sont prises pour cibles les institutions qui la fondent dans le paradigme néolibéral : écoles, commissariats, hôtels de ville, banques. Tout comme les émeutes symboliques, ces émeutes ne nomment pas, s'il en est un.e, leur interlocuteur.rice, elles ne demandent rien. Ce pourquoi elles ne prennent pas place dans les lieux où la domination économique est la plus visible, mais restent plutôt dans les quartiers périphériques. C'est également pourquoi elles sont si facilement récupérables par les agent.e.s du statu quo, politicien.ne.s qui «comprennent» la souffrance des démunis.e.s mais «condamnent» les expressions du trop-plein de leur colère dès qu'elles font irruption. De façon générale, leur pérennité se calcule en relation aux mesures qui seront prises pour les empêcher.

### **Émeutes historiques**

Lorsqu'elle s'inscrit dans une lutte active, l'émeute devient historique. Elle est largement influencée par les deux autres « types » d'émeutes; dans la mesure où le savoir-faire des émeutier.ère.s émane souvent des expériences d'émeutes symboliques et où une contingence issue d'émeutes spontanées peut mener à des émeutes historiques. Elle est issue d'un processus politique soutenu, elle exige quelque(s) chose(s), s'adresse à quelqu'un. Puisqu'elle veut établir un rapport de force, son lieu de prédilection est celui qui est perçu comme névralgique pour les pouvoirs économiques et politiques: le centre-ville, le parlement ou l'Assemblée nationale. Ce rapport de force vise soit à faire plier un gouvernement sur une mesure spécifique, soit à en provoquer la chute, soit, dans ses moments insurrectionnels, à en transformer la substance. Les changements qui sont exigés s'inscrivent dans le temps, visent une pérennité. Si l'interlocuteur principal est le pouvoir, l'émeute ouvre également un dialogue entre ses acteur.rice.s qui prennent alors conscience de leur force en tant que collectivité.

C'est dans ces moments que la confrontation entre les émeutier.ère.s et les flics est poussée jusqu'à ses limites. Plus le danger perçu par le pouvoir est important, plus violente sera la répression, allant dans certains pays jusqu'à des tirs à balles réelles.



Parfois, le gouvernement reculera sur la mesure contestée, mais le plus souvent il optera pour une répression jusqu'au-boutiste. Or celle-ci alimente souvent la colère qui anime les émeutier.e.s. Dans certaines conditions, et dépendamment du niveau d'organisation de la collectivité en lutte, des espaces peuvent être gagnés et défendus, forçant la main au gouvernement ou provoquant sa transformation ou son renversement.

Les trois « types » d'émeutes sont négation. Cependant, l'émeute historique comporte un aspect positif, en ce qu'elle vise à construire un à-venir. Justement parce qu'elle s'inscrit dans une lutte qui désire quelque chose, elle a un double rapport à l'espace : celui de la confrontation dans le centre-ville, mais aussi celui de la construction dans les milieux de vie. C'est pourquoi même après avoir été délogés du centre urbain, les mouvements qui ont servi de détonateur aux émeutes peuvent se perpétuer dans les périphéries par la création d'assemblées de quartiers, par l'ouverture de squats, par l'auto-gestion des milieux de vie, etc. Bref, par une réappropriation du politique. Les émeutes historiques sont l'incarnation d'une culture de lutte, lui donnent corps et en retour l'alimente comme les autres « types » d'émeutes ne peuvent le faire. Alliées de la grève, du sabotage et du blocage, elles n'ont pas de commune mesure pour transformer l'Existant.

Les émeutes de différents « types » sont inextricablement liées entre elles, se nourrissent les unes des autres. Si certains événements peuvent nous sembler purement symboliques (15 mars, 1er mai, contre-sommets), il faut garder en tête qu'ils entretiennent une culture de lutte tant au niveau culturel qu'au niveau pratique. Si on peut critiquer le manque de discours des émeutes purement réactives (Montréal-Nord 2008, immolation de Mohamed Bouazizi en Tunisie en 2010, le meurtre d'Alexandros Grigoriopoulos en Grèce en 2008), on oublie qu'elles sont souvent l'électrochoc qui animera un mouvement d'une ampleur qui fera trembler les tours d'ivoire des centres-villes. Et si on fait souvent l'apologie des émeutes historiques, on oublie qu'elles n'ont de révolutionnaire que leur capacité à construire, à mettre sur pied des contre-pouvoirs, à se réapproprier nos espaces et nos conditions de vie (Exarchia en Grèce depuis 2008, Taksim en Turquie en 2013, tentative de création d'APAQ à Montréal en 2012, la ZAD de Notre-Dame-des-Landes depuis 2011, émeutes de Watts en 1965 qui menèrent à l'organisation de quartier des Black Panthers dans les années 70). Au-delà de cette typologie par trop formelle des émeutes, nous devons constamment réfléchir à nos moyens d'action dans les manifs, notre mode d'organisation, nos pratiques pour se protéger des flics, et surtout les moyens que nous nous donnons pour favoriser ces moments de négation que sont les émeutes. ■

## Les flics-assassins ne prennent pas de vacances

Viennent s'ajouter à Sammy Yatim, ce jeune torontois de 18 ans assassiné par la police alors qu'il brandissait un couteau dans un autobus vide, au moins trois autres victimes des forces de l'ordre cet été.

Le 4 août dernier, dans la municipalité de Leduc en Alberta, un homme de 27 ans est décédé alors qu'il était hospitalisé après avoir reçu des décharges de pistolet-taser lors d'une altercation avec les policiers. La veille, un policier de la GRC arrêta un véhicule dont il soupçonnait le chauffeur d'être en état d'ébriété, une dispute éclate alors et Lance Cutarm, 32 ans, est abattu par l'arme de l'agent. Le 8 août, Robert Hénault, 70 ans, est mort

après avoir été atteint deux semaines plus tôt. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) a été alerté, car l'homme avait un comportement qui faisait craindre à son entourage qu'il mette fin à ses jours.

Des enquêtes sont actuellement en cours. Rappelons que James Forcillo, le policier qui a tué Sammy Yatim, fait présentement face à des accusations de meurtre au second degré. Ces histoires surviennent au même moment que l'acquiescement ébranlant de George Zimmerman, qui avait l'année dernière abattu Trayvon Martin, une jeune homme sans défense qui « avait l'air suspect ».

« Ce rapport de force vise soit à faire plier un gouvernement sur une mesure spécifique, soit à en provoquer la chute, soit, dans ses moments insurrectionnels, à en transformer la substance. »



# LA GUERRE OUVERTE DU SPVM CONTRE LES CYCLISTES

---

« Les cyclistes ont peur de se faire intercepter, c'est ce qu'on veut. »

- André Durocher, inspecteur au SPVM

**U**n matin de semaine, les cyclistes passent par dizaines sur la piste cyclable Rachel. Postées dans l'ombre à une intersection, deux policières observent. Elles sifflent, pointent, distribuent des contraventions. Ici un réflecteur manquant, là un seul frein sur un vélo à pignon fixe. La scène est devenue tristement habituelle à Montréal, pourtant vantée comme première ville cyclable en Amérique. Pour les flics, l'explosion du nombre de vélos est utilisée comme prétexte afin de justifier une offensive sans précédent.

Si les accidents impliquant un vélo sont en diminution d'année en année, c'est grâce à la présence d'une masse critique de cyclistes. Néanmoins, ils.elles reçoivent toujours plus de contraventions. De 2009 à 2012, ce nombre est passé de 3690 à 6809<sup>1</sup>. En juin 2013, ce sont des centaines de « pièges à tickets » qui ont été mis en place afin, paraît-il, de favoriser leur sécurité. Le fait est que, dans la rue, les cyclistes doivent constamment négocier leur passage avec des automobilistes qui acceptent mal la cohabitation avec les vélos, et à qui le SPVM donne le beau jeu. Lorsqu'on ne se fait pas couper ou klaxonner, des automobilistes nous crient de rouler sur le trottoir... Pour « gérer la bonne entente », les flics nous proposent une campagne d'information depuis 2011 : «La responsabilité des collisions entre automobilistes et cyclistes est partagée moitié-moitié, c'est kif-kif! ». Mais lorsque ces accidents surviennent, les blessures sont loin d'être kif-kif. Chaque année, plusieurs cyclistes meurent ou sont gravement blessés suite à une collision avec une voiture - qu'on nous rappelle, cependant, quand un.e automobiliste a-t-il.elle été mortellement happé.e par une bicyclette.

Avec la multiplication des « trappes à tickets » sur les pistes cyclables, bien des cyclistes renoncent à utiliser ces routes, déjà peu adaptées, mal entretenues et souvent dangereuses en raison du manque d'éclairage ou de visibilité. D'autres pistes sont difficilement praticables pour les vélos de ville en raison du pavé (what the fuck les dalles?) et imposent une cohabitation dangereuse avec les piétons, notamment à la Place-des-Arts. Ainsi, bien des cyclistes choisissent de rouler dans les plus grandes artères, préférant une certaine « prévisibilité » des risques à la sécurité illusoire des pistes cyclables. Mais dans ces rues, on doit constamment se battre pour son bout de chemin avec des automobilistes agressif.ve.s ou des portières qui s'ouvrent subitement. Avec tous les risques impliqués, le vélo demeure néanmoins l'un des meilleurs moyens de transport dans la ville - en vélo, on ne reste jamais coincé.e dans un embouteillage et on ne se fait jamais surprendre par une panne généralisée du métro. De plus, il existe une certaine forme de solidarité entre les cyclistes qui s'est resserrée suite aux frappes du SPVM, notamment avec le partage d'informations concernant les « pièges à tickets ».

C'est dans ce contexte qu'une manifestation a été convoquée le 26 juillet dernier. Elle reprenait la tradition des « Masse critique », une pratique mondiale qui permet aux cyclistes de se réappropriier les rues d'une ville en roulant en groupe. À 18h, plus d'une cinquantaine de personnes s'étaient réunies au carré Phillips et ont pris les rues du centre-ville et du Vieux-Montréal. Moins d'une heure après le départ du peloton,

---

**1** · <http://www.radio-canada.ca/regions/Montreal/2013/06/13/001-spvm-cyclistes-contravention.shtml>



le SPVM a profité d'un ralentissement dans la côte Beaver Hall pour encercler le groupe, y allant de bousculades et de coups de matraque. Bilan : une vingtaine de contraventions de 501\$ pour avoir « occupé la chaussée, l'accotement, une partie de l'emprise ou les abords d'un chemin public au cours d'une action concertée destinée à entraver la circulation des véhicules routiers », en vertu de l'article 500.1 du Code de sécurité routière. Bref, on n'accuse pas les cyclistes d'avoir brûlé un feu rouge ou de ne pas avoir respecté le sens de la circulation, mais d'avoir *roulé dans la rue*. On leur reproche donc d'avoir entravé la fluidité de la circulation, alors même que les milliers de voitures créent des bouchons monstre et rendent plusieurs artères impraticables chaque jour, durant l'heure de pointe. Du boulot à la banlieue, les automobilistes traversent les quartiers sans s'y arrêter, à travers un habitacle qui filtre les odeurs, qui crache l'air chaud vers l'extérieur et qui coupe les sons. Les vélos permettent au contraire de désengorger les quartiers et d'y voir autre chose qu'une série de voies nord-sud et est-ouest.

De la distribution des contraventions à la répression de Masse critique, le SPVM mène une attaque sans précédent contre les cyclistes de la métropole - d'autant plus que cette campagne vise spécifiquement les vélos, plutôt que tous les usagers et usagères de la route. Alors que les rues et les zones piétonnes ont avant tout une vocation commerciale et que les routes sont pensées pour les automobiles, il est difficile pour les vélos d'y trouver leur compte. Le rapport même au vélo pose problème pour les élites : le vélo ne nécessite pas de paiement mensuel, il ne génère pas de revenus en assurances, en permis ou en plaques. D'ailleurs, c'est beaucoup ce qu'on reproche aux cyclistes : de ne pas payer leur droit à la rue. Il n'est pas rare d'entendre quelqu'un nous lancer : « Il faudrait que les cyclistes se payent un permis pour pouvoir rouler! ». Or, c'est exactement ce rapport d'utilisateur-payeur qui est à renverser : tarifier l'accès à la rue ne fait que rendre les personnes plus individualistes et clientélistes. Les automobilistes n'en sont que plus offusqué.e.s lorsque les services pour lequel ils payent (leur voiture, la route, les infrastructures) ne répondent pas à leurs attentes. Alors gare au cycliste qui viendra les ralentir avant le prochain feu rouge! ■

## ENTRE LES RAFFINERIES ET LE FLEUVE

---

**I**l n'y a pas si longtemps, des ami.e.s se sont promené.e.s dans un des quartiers de l'est de Montréal, le long du trajet de plusieurs pipelines. Entre les raffineries et le fleuve, il y a des parcs, une école, un jardin communautaire. Il y a un gars qui s'occupe de ses tomates, qui vit ici depuis 40 ans. Ce gars-là, c'est le « gros bon sens ». Un pipeline qu'il n'a jamais vu passe sous la terre de son jardin, mais il a confiance: « c'est faite solide ça, y'a pas de problème ».

Selon l'organisation mondiale de la santé, dans l'est de la ville à partir de Hochelaga, on a la pire qualité d'air au Canada après Sarnia, en Ontario, au cœur de chemical valley<sup>1</sup>. On respire des poisons à peine moins virulents que ceux que respirent les autochtones d'Aamjiwnaang, le ground zero de l'industrie pétrochimique mondiale, et notre espérance de vie est à peine plus longue que la leur. Il y a 70 ans, le gouvernement fédéral établit cette réserve en plein cœur de chemical valley, après en avoir exproprié les non-autochtones à cause de la contamination.

Entre Sarnia et Montréal, il y a la ligne 9. Son inversion annoncée n'amène pas grand chose de nouveau: à la destruction silencieuse, aux mensonges et à l'hypocrisie, à la catastrophe prévue d'avance, s'ajoute une naïveté citoyenniste qui ne demande qu'à être rassurée, réclamant une gestion adéquate du risque et quelque considération pour le soi-disant bien commun. Le sinistre paysage en amont, fait de monuments à l'horreur industrielle (mines à ciel ouvert, torchères, villages en contreplaqué, bassins de rétention, etc...) contraste avec la relative discrétion des oléoducs. Contrairement à ces plaies énormes sur le visage de la terre, le projet de la ligne 9 n'est pas d'une ampleur immédiatement visible. Il n'en constitue pas moins les tentacules d'un monstre. L'expropriation est pernicieuse. Dans une publicité d'Enbridge destinée aux agriculteurs, on ne montre rien d'autre que ce qu'il y a déjà: des champs, des fleurs, des oiseaux. Rien ne va changer. Ailleurs, là où les pipelines sont une réalité bien établie, les gens se rappellent avoir joué autour étant enfants. Ces projets ne sont pas séparés du monde, ils passent en son milieu et nous enferment dans l'inévitable. Les campagnes de relations publiques, inspirées des techniques de contre-insurrection nous invitent à l'opportunisme ou à défaut, au « réalisme ».

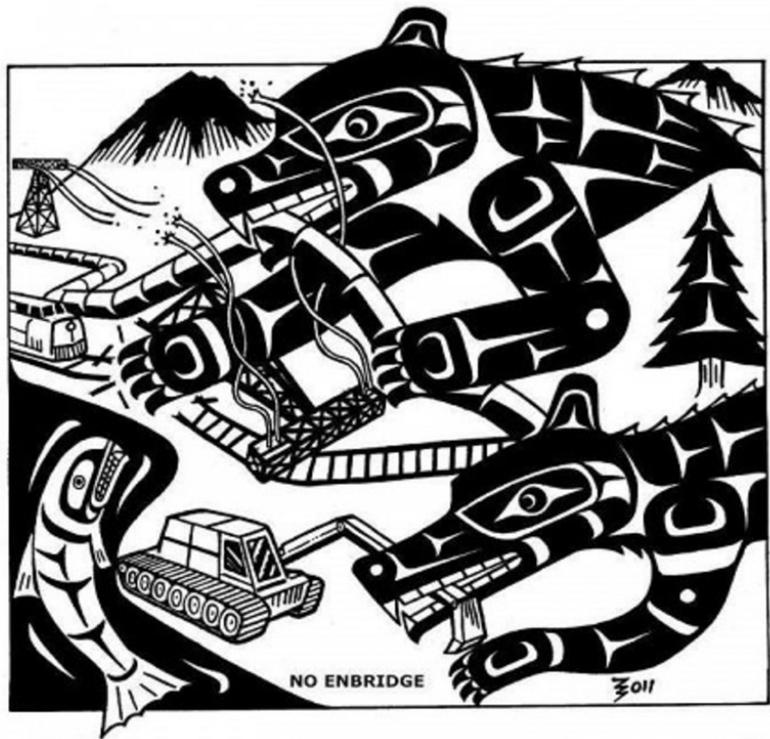
**1** · [http://www.vice.com/en\\_ca/read/a-toxic-tour-of-canadas-chemical-valley](http://www.vice.com/en_ca/read/a-toxic-tour-of-canadas-chemical-valley)

**2** · Site anarchiste japonais sur Fukushima: [www.jfissures.org](http://www.jfissures.org)



Shit happens, comme le dit Martineau à propos de Lac-Mégantic. À cette occasion, Bock-Côté nous a aussi rappelé que le « surgissement de l'apocalypse » doit nous devenir familier. C'est le destin de l'humanité, l'autre face du progrès. Si on le veut, ce progrès, et ses bénéfices dont nul ne doit douter, il faut en accepter les risques. Le risque, à force d'être partagé, devient diffus, et son déni se généralise. Notre jardinier de Montréal-Est n'a d'autre choix que de se convaincre de la solidité des conduits qui passent sous ses pieds.

Ceux qui voudraient faire de nous des « bons citoyens » cherchent à nous mobiliser autour du « bien commun », comme si la nature nous appartenait, mais à la base de notre participation plus ou moins volontaire à la société, il y a surtout le partage des risques et leur acceptation implicite, qui scelle notre séparation d'avec le vivant. Alors qu'il devient de plus en plus difficile d'externaliser l'écocide, la face « négative » du bien commun se retrouve aussi bien à Fukushima (avec le mouvement pour le partage des radiations<sup>2</sup>) que sur les tracés, actuels et projetés, des pipelines, trains et bateaux qui transportent le pétrole sous toutes ses formes.



Un ruisseau traverse la nation Aamjiwnaang, des panneaux préviennent de ne pas boire l'eau ni de s'y baigner, car elle contient une multitude de produits toxiques. Devant un parterre de militants de gauche, environnementalistes, citoyennistes, anthropocentriques, Vanessa Gray, de Aamjiwnaang, faisait remarquer que les animaux qui ont le malheur de vouloir s'abreuver à ce ruisseau ne savent pas lire.

Nous n'avons rien à faire des améliorations réclamées par les citoyennistes. Une saine gestion des oléoducs ne signifierait qu'un taux de fuite inférieur aux prévisions cyniques d'Enbridge<sup>3</sup>. L'horreur de la ligne 9 ne réside pas exclusivement dans les fuites inévitables de sa tuyauterie. Elle se concrétise surtout par cette pollution quotidienne qui ronge l'est de Montréal et Aamjiwnaang, et dans la possibilité qu'elle offre aux sables bitumineux de continuer leur croissance au détriment de la forêt boréale et de ses habitants humains et non-humains. Une opposition sans-compromis à la ligne 9 et aux autres projets de pipelines peut seule permettre de rompre avec la catastrophe généralisée et l'omniprésence de son déni. La multiplication des projets d'oléoducs, de forages et de fracturation hydraulique offre plusieurs terrains de lutte nouveaux et inter-reliés, ainsi que des occasions de se faire de nouveaux alliés et d'expérimenter de nouvelles formes de lutte.

Le projet des sables bitumineux est un des moteurs de l'économie du pays, et il a des ramifications sur plusieurs terrains de lutte: patriarcat, colonialisme, luttes des travailleurs, des migrants-migrantes<sup>4</sup>. L'importance déterminante de ces infrastructures pour le pouvoir est incarnée par l'attention toujours accrue des organes de sécurité intérieure pour leur défense (SCRS, GRC, SQ, EISN). La lutte contre et la critique de ces infrastructures stratégiques, et de l'extraction des ressources en général, ne doit pas rester l'affaire des écologistes. Elle doit être au centre de nos réflexions sur la transformation radicale du monde dans lequel nous vivons et luttons. ■

Site d'information et de diffusion sur la lutte anticolonialiste et anticapitaliste contre la ligne 9b et Transcanada : [www.lespipelinesnepasserontpas.wordpress.com](http://www.lespipelinesnepasserontpas.wordpress.com)

**3** · Out on the Tar Sands Mainline: Mapping Enbridge's Dirty Web of Pipelines (2010). rapport détaillé de l'institut Polaris avec profil social, environnemental et politique de la compagnie. disponible au <http://www.tarsandswatch.org/files/Updated%20Enbridge%20Profile.pdf>

**4** · Pour une analyse des ramifications des pipelines d'une perspective stratégique anarchiste, voir le texte *Tar Sands Pipelines as Bottle-necks Against the Consolidation of Power in Canada* sur le site [hamilton-line9.wordpress.com](http://hamilton-line9.wordpress.com)

# L'AUBE DORÉE OU LE CRÉPUSCULE DES IDIOTS

---

**L**a première chose que j'ai vue, en descendant du ferry qui m'emmenait sur l'île de Thasos, c'est ce gros graffiti de couleur bleu ciel avec le mot « ΕΛΛΑΣ » (Grèce) accompagné de la croix celtique. C'est qu'il n'est plus rare, depuis deux ans, de croiser des messages de haine néonazis sur les murs des villes ou en roulant sur les autoroutes grecques. S'en sont ensuivies de nombreuses discussions qui m'ont amenée à écrire cet article où fragments de la réalité grecque d'aujourd'hui croisent les histoires d'un antifasciste de Touba (quartier de Thessaloniki), d'un anar de Thasos, d'un Athénien d'origine pakistanaise ainsi que ma propre aventure, moi qui, par hasard un après-midi, suis tombée au coin d'une rue de la capitale sur 300 crétins rasés et baraqués portant fièrement leur affreuse imitation du drapeau nazi.

## De la junte des Colonels

La Grèce entretient une relation particulière avec le fascisme. Son histoire moderne est une succession de régimes militaires dictatoriaux, de luttes contre les grands Empires coloniaux et d'une guerre civile particulièrement destructrice<sup>1</sup>. Événement plus récent, l'histoire de la junte des Colonels qui, par un coup d'État, prirent possession du pays de 1967 à 1974 reste encore profondément ancrée dans les mémoires. Profitant d'une situation politique instable, à une époque trouble où l'État soi-disant démocratique entretenait des liens douteux avec l'armée et des groupes fascistes<sup>2</sup>, un groupe de colonels d'extrême-droite guidés par Yorgos Papadopoulos invoque officiellement la « menace d'un complot communiste » pour prendre le pouvoir par un coup d'État le 21 avril 1967. Le régime dictatorial des Colonels emprisonna et tortura sans procès des milliers de supposé.e.s communistes et ennemi.e.s de l'État<sup>3</sup>. En 1973, les étudiants et étudiantes de l'École Polytechnique d'Athènes se révoltent et affaiblissent le régime et son leader. Tentant sa chance, le colonel Dimitrios Ioannidis organise un coup d'État pro-grec à Chypre, provoquant l'intervention de l'armée turque et un désastre militaire pour la Grèce qui mettra fin à la dictature des Colonels et apportera le retour progressif de ce qu'on appelle la « démocratie ».

## « La Grèce aux Grecs »

Le nationalisme grec, qu'il soit lié à la question macédonienne ou à celle de l'immigration, garda une place importante sur la scène politique des années qui suivirent, tout en se trouvant en opposition à un fort mouvement politique de gauche (KKE, Syriza...). L'entrée de la Grèce dans l'Union européenne et l'arrivée subite et « imprévisible » de la crise économique, transformant le pays en une porte d'entrée pour les immigrant.e.s désirant rejoindre l'Europe occidentale, a renforcé de manière effrayante l'ultranationalisme grec. Le pays assiste ainsi depuis à une montée en popularité du parti *Aube dorée*, se revendiquant de l'héritage « anti-impérialiste » du régime des Colonels et multipliant les anecdotes d'envergure internationales à leur sujet : saluts nazis, violence physique sur une députée communiste, violence croissante dans les rues visant des immigrant.e.s et des militant.e.s anarchistes ou d'extrême-gauche... La situation a été dénoncée par la communauté européenne et on trouve même sur le site de l'Ambassade américaine un avertissement aux ressortissants « *d'origine africaine, asiatique, hispanique ou moyen-orientale* »<sup>4</sup>.

Le programme<sup>5</sup> du parti présidé par Nikolaos Michaloiakos, fondé en 1980 mais dont on entend particulièrement parler depuis les élections grecques de mai 2012, comprend des propositions assimilables à celles des partis de gauche: des référendums pour chaque question nationale, l'abolition des privilèges fiscaux des élu.e.s ou en-

**1** · Pour un résumé de l'histoire grecque moderne, voir la page assez complète de Wikipédia : [http://en.wikipedia.org/wiki/History\\_of\\_modern\\_Greece](http://en.wikipedia.org/wiki/History_of_modern_Greece)

**2** · À voir à ce sujet le livre de Vassilis Vassilikos, *Z* (1967) aussi porté à l'écran par Costa Gavras en 1969.

**3** · Un excellent et perturbant livre sur l'histoire de Alekos Panagoulis, emprisonné pendant 5 ans après avoir tenté de tuer en 1968 le chef de la junte grecque : Oriana Fallaci, *Un Homme*, Grasset, série Les Cahiers Rouges, 2004.

**4** · Site de l'ambassade américaine en Grèce, communiqué du 16 novembre 2012.

**5** · Site d'information en anglais du parti : <http://gold-en-dawn-international-news-room.blogspot.gr/>

core la nationalisation des ressources naturelles. Le programme comprend toutefois des points complètement délirants, parlant de la « déportation immédiate de tous les immigrants illégaux » et, attendant leur déportation définitive, de leur emprisonnement dans des centres de rétention éloignés des aires d'habitations dans lesquels « leurs conditions ne seront pas aussi reluisantes qu'elles le sont maintenant » (inutile de préciser que « reluisantes » n'est pas vraiment le meilleur adjectif pour décrire leur situation actuelle). L'absence d'information dans les médias de masse et de débat public sur le fascisme explique entre autres que leur ascension semble provenir de nulle part: beaucoup ont pendant longtemps regardé avec un certain désintérêt l'évolution du parti qui partage aujourd'hui pas mal de similarités avec le parti National-Socialiste des travailleurs allemands d'Hitler. Aux élections de 2012, Aube dorée a remporté 6,9% des voix et 18 sièges au parlement.

### Une violence croissante

L'aile d'Aube dorée qui se prétend "féministe" offre des cours d'auto-défense gratuits afin de protéger les femmes contre « les hommes pakistanais » qui immigreront en Grèce. Le parti a aussi récemment tenté d'organiser des distributions de nourriture et de monter une banque de sang exclusivement « pour les grecs ». Ces distributions ne sont heureusement pas toujours bien vues : à Potamia par exemple, sur l'île de Thasos, les habitant.e.s se sont mobilisé.e.s afin de les virer du village<sup>6</sup>.

Mais ce dont on parle le plus dans les cercles antifascistes et ce qu'on voit et ressent dans les rues va encore plus loin: l'année dernière, des membres de l'Aube dorée, aidés par des habitant.e.s du quartier Agios Pandeimon à Athènes, ont perpétré un véritable pogrom en saccageant les commerces tenus par des immigrant.e.s et en agressant ces derniers et dernières à coups de couteaux et de bâtons. Les camarades antifas parlent de cet événement avec un effroi encore palpable: personne ne s'attendait à une telle démonstration de violence. Depuis, les attaques de ce genre ce sont multipliées, et non seulement à Athènes, mais aussi partout à travers la Grèce, au point que le quartier Agios Pandeimon est maintenant entre les mains des fascistes : les immigrant.e.s n'osent plus le traverser. C'est le cas de Javed, étudiant d'origine pakistanaise qui m'a rapporté avoir été enlevé et battu à coups de barres de fer. Des ecchymoses étaient encore visibles sur son torse et son visage. Le 29 mai dernier, en déambulant dans les rues du vieux Athènes, une amie et moi sommes tombées d'abord sur des centaines de cochons *padés*, armés et accompagnés de paniers à salade, puis sur un effrayant regroupement de centaines de membres d'Aube dorée, vêtu.e.s de noir et beuglant des chansons traditionnelles grecques pour fêter le 560ème anniversaire de la chute de Constantinople. Par groupe de deux, certains gars sillonnaient les alentours afin de repérer d'éventuels immigrant.e.s ou militant.e.s à tabasser. Les liens entre les policiers et Aube dorée ne sont plus à prouver : près de 50% d'entre eux ont voté pour ce parti lors des dernières élections et plusieurs flics en uniforme ont été vus portant un collant avec le drapeau du parti sur leurs casques. Ces derniers participent aussi activement à la chasse aux sans-papiers, de concert avec les membres d'Aube dorée. Ceux qui entouraient la manifestation n'étaient donc pas là pour contenir les éventuels débordements des manifestant.e.s, mais bien pour les protéger d'une contre-manif antifasciste. Certain.e.s camarades d'Athènes confient ainsi leur impuissance : se battre contre une horde de fascistes violents ET contre la police, mieux équipée et organisée



Traduction : DONNEZ DU SANG aux Grecs qui en ont besoin, Aube dorée

<sup>6</sup> · Article relatant l'anecdote : <http://libcom.org/blog/greek-islands-against-gold-en-dawn-04042013>

depuis les émeutes de 2008, relève presque de l'impossible.

### **C'est chaud! c'est chaud! c'est chaud pour les fachos !**

La réponse antifasciste est tout de même existante et forte : le 30 septembre 2012, des centaines de manifestant.e.s à moto attaquent des responsables du pogrom de la place Pandeimon et leur démolissent la gueule à coups de bâton. Les porcs répliquent aussitôt et arrêtent 17 personnes qui seront emprisonné.e.s et torturé.e.s<sup>7</sup>. Le gouvernement tente aussi à sa façon de contrôler la réponse anarchiste et antifasciste en faisant passer de force une loi "anti-terroriste", critiquée à l'international et au nom de laquelle on emprisonnera sans procès des militant.e.s, même mineur.e.s, tout en donnant à la police secrète des pouvoirs presque équivalents à ceux qu'elle avait durant la junte. Malgré cette loi pourrie, les camarades continuent le combat : dans les rues d'Athènes, c'est une guerre de tous les jours. Chaque journée comporte son lot d'attaques et de contre-attaques, de blessé.e.s graves, de bureaux incendiés... Les fachos ont peur, la réponse est puissante.

Face à la propagande néonazi des membres d'Aube dorée, les collectifs antifascistes effectuent eux aussi des tournées d'information dans les écoles, organisent des discussions dans les squats et créent des liens avec les gens de leurs différents quartiers. À Thasos, un « camping antifa » a été organisé cet été afin de réunir des expériences de camarades de partout à travers la Grèce. À Thessaloniki, les militant.e.s ont réussi à sécuriser plusieurs quartiers dont celui de Touba, qui possède une histoire militante très forte, ainsi que le centre de la ville. Mais ces quartiers ne se sécurisent pas que grâce à des discussions : alors que la violence augmente du côté fasciste, elle fait de même du côté opposé. Les collectifs antifascistes se multiplient, peu à peu les militant.e.s adoptent des tactiques plus pratiques et s'organisent en groupes affinitaires pour reprendre leurs rues. Lorsque l'on refuse, bien évidemment, de faire appel aux bœufs et au gouvernement, il devient nécessaire de se défendre soi-même. Le mouvement devient ainsi plus clair et plus violent : des raids antifa sont organisés pour tabasser ce que les camarades appellent les « clowns », c'est-à-dire ceux et celles qui, dans les rues, soutiennent et appliquent bêtement et violemment les idées fascistes. La ligne politique d'Aube dorée n'est en réalité tenue que par quelques têtes dirigeantes : la plupart des autres fachos n'agissent que par peur et désespoir face à la situation actuelle de leur pays. En subissant à leur tour une violence concrète, en se sentant isolé.e.s, ils sont nombreux et nombreuses à réaliser l'incroyable stupidité de leurs actions.

**7** · À lire sur cet événement, une traduction en français de la lettre rédigée par les camarades arrêté.e.s alors qu'ils et elles étaient encore en prison : <http://initiativegrecqueaparis.wordpress.com/2012/10/04/lettre-des-militantes-antifascistes-arretees-le-309-et-le-110/>

---

La situation peut parfois sembler peu reluisante, mais ce soir, dans un squat de Thessaloniki, des discours enflammés me parviennent de tout bord, tout côté à travers les volutes de fumée des cigarettes et me redonnent confiance. Il y a autour de moi des camarades d'Italie, de Serbie, de Grèce, du Pakistan et du Sénégal, des femmes et des hommes qui partagent une haine des flics, des fachos et de ce système pourri mais aussi une volonté puissante et palpable de se battre ensemble, au jour le jour, et de resserrer les liens entre les différents quartiers et villages afin de garder une force unie et constante face à la montée du fascisme. À la violence de l'État comme à celle des fascistes dans les rues, on oppose un combat permanent et aux soi-disant actes de charité d'Aube dorée, on oppose la nécessité de se battre ensemble plutôt que de mendier. Et qu'ça saute ! ■

# MÉTRO, MONOFONCTION ET DÉBORDEMENTS

**U**n réseau de métro présente deux particularités. Il s'agit, d'une part, d'un espace de transport dont la fonction économique est essentielle à l'existence même de la métropole, et qui ne peut se confondre avec aucun autre espace urbain. À Montréal, sa place s'avère centrale (en conjonction avec le réseau de bus), puisque « seulement » deux autoroutes urbaines ont été construites dans les années 1960, alors que la plupart des grandes villes d'Amérique du Nord en présentent beaucoup plus. Cette importance se justifie d'autant plus par le développement du discours écologique institutionnel, repris par la STM dans ses communications depuis le début des années 1990.

La seconde particularité est son caractère monofonctionnel : par opposition à une rue, par exemple, on ne peut interrompre le trafic pour un événement, parce qu'il est impossible de tenter d'en maintenir le flux par la mise en place d'un détour. L'organisation entière du réseau de transport ne peut que tourner autour de l'efficacité économique du lieu, ce qui la rapproche d'autres entités, pourtant a priori différentes: un métro, un aéroport ou une autoroute s'apparentant alors à un centre commercial ou un parc d'attractions. Le point commun entre ces espaces monofonctionnels du quotidien<sup>1</sup> est le besoin d'un contrôle le plus complet possible sur le lieu, au détriment de tout usage alternatif. L'espace mis sous contrôle dans le but de le rendre efficace, ou efficient<sup>2</sup>, tend à disparaître, laissant place une mobilité constante. Cette recherche d'une déspatialisation permet d'effectuer un parallèle avec des réseaux, moins matériellement spatialisés, par exemples électriques ou cellulaires<sup>3</sup>. Ce faisant, toute appropriation de l'espace sortant de la fonction imposée au réseau - dormir sur un banc de métro ou manifester sur une autoroute - est une entrave à l'efficacité du lieu.

Plusieurs sont tenté.e.s de voir comme une nouveauté cette montée en puissance de la monofonction déspatialisante, qui va de pair avec un contrôle accru et la restriction de la possibilité d'expression politique. Mais parler de nouveauté pour décrire ces



**1** · Beaucoup d'auteurs ont donné des noms à ce type d'espace, avec différentes sensibilités et pour des définitions qui ne se recouvrent pas toutes. On se situe ici entre celle du « non-lieu » de Marc Augé et l'« espace monofonctionnel » de Mike Davis.

**2** · Par exemple le temps de trajet ou le confort pour le métro, le dépaysement ou les sensations pour le parc d'attraction, etc.

**3** · Boltanski et Chiapello (1999) mettent en garde contre le risque de se laisser influencer par la métaphore du réseau qui caractérise le capitalisme contemporain mais il s'agit bien ici de différencier des catégories et non de les amalgamer.



espaces nécessite des précautions. La croyance en une accélération du temps et une réduction de l'espace est en effet loin d'être nouvelle. On peut certes accepter l'idée selon laquelle les années 1960 sont caractérisées par une évolution urbanistique vers une hybridation entre la ville et la campagne, en parallèle avec une fragmentation des espaces et des quartiers. Le tout s'insère dans une dynamique d'étalement urbain et de croissance ininterrompue des déplacements et des infrastructures de transport, vers l'émergence d'une « *ville-territoire* » (Picon, 1998). Mais comme le montre Thomas Sieverts ([2001] 2004), ce processus s'inscrit en fait dans un temps plus long, on peut notamment retracer l'origine à la destruction des murailles médiévales au début du XIXe siècle. La métropole tertiarisée des années 1960 n'est donc qu'une phase de cette évolution et l'on peut noter que les plus importants réseaux de métro sont construits à partir de la fin du XIXe siècle, pour répondre déjà à un besoin plus fort de mobilité. Le développement des réseaux de transport en commun et d'autres lieux urbains vers toujours plus de monofonctionnalité s'inscrit, donc, dans une évolution historique de long terme.

**4** · On peut citer par exemple Jean-Pierre Garnier (2009), qui refuse de penser la périphérie autrement que comme le temple du consumérisme, « [...] quitte à se voir soupçonné d'élitisme » (à raison).

---

On peut regretter d'ailleurs la mythification du concept de ville, qui mène à omettre l'évolution des réalités urbaines et suscite logiquement une lecture condescendante des faubourgs et périphéries<sup>4</sup>. D'où l'importance de ce détour historique, puisque la conséquence de ce mythe est un aveuglement analytique. Même des analyses se voulant progressistes, comme celle de Mike Davis (1990), tombent dans le piège d'une dénonciation de la destruction de l'espace public, défini en fait sur la base d'un critère d'*accessibilité* (hérité d'idéaux réformistes du XIXe siècle). Ainsi, l'échec des autorités, malgré de nombreuses tentatives, à éliminer itinérants, toxico, punk et vendeurs de drogues du carré Berri montre la subjectivité du concept d'espace public : l'*accessibilité* du lieu aux plus exclus va précisément à l'encontre de la définition de l'espace

public, qui s'apparente de facto à un espace où les groupes marginalisés sont suffisamment sous contrôle. Ainsi, la focalisation sur le résultat en termes d'accessibilité piège souvent l'analyse critique dans l'analyse des dispositifs et discours de sécurité, sans pour autant se pencher sur la genèse de ces discours. Difficile par exemple de trouver une analyse qui lie pour le métro parisien le renforcement de la politique sécuritaire de la fin des années 1980 avec les réformes gestionnaires néolibérales, qui se produisent pourtant exactement au même moment.

La complexité croissante du système monofonctionnel, ainsi que ses dispositifs d'internalisation des risques de tout type, multiplie précisément les possibilités concrètes de détournement et le poids symbolique associé à ces derniers. L'intérêt de l'analyse de la relation entre contrôle et sécurité, à travers la catégorisation qu'on a tenté d'exposer, permet d'apporter un éclairage sur l'intérêt, qui existe déjà et semble croissant, des réseaux et espaces monofonctionnels comme cible dans les actions directes. En témoignent entre autres l'appel du Comité invisible (2007) à attaquer l'« architecture de flux » de la métropole, car siège supposé de sa vulnérabilité, ou un appel anonyme (2011) à cesser de revendiquer un « droit à la mobilité » du fait de la fonction économique et symbolique remplie par le réseau de transports en commun, pour plutôt en rechercher la paralysie, considérée comme « un terrain fertile pour la liberté » en raison de la rupture causée dans la routine. Ou encore, pour citer un dernier exemple, on peut relever la réjouissance dans le propos des Indigestes de la République (2005), suite aux émeutes des périphéries françaises, face à « [c]es incendies, ces affrontements, plein de vitalité et de puissance », particulièrement les attaques contre « les bus, métros et tramway ».

Montréal n'y a pas fait exception durant la grève de 2012, puisque l'obstination du SPVM à empêcher un blocage des ponts aura facilité l'innovation et mené à une série de blocages du métro par le recours à de simples briques ou cannettes fumigènes. Et malgré la force de la réponse étatique, il est à parier que ce type d'initiatives se reproduira. Raison de plus pour s'intéresser aux réalités gestionnaires des espaces monofonctionnels. ■

## Bibliographie

- |  |   |
|--|---|
| Anonyme (2011) « La fin des transports en commun », <i>Hors-service</i> , 24, décembre 2011                  | Garnier, Jean-Pierre (2009). « De l'espace public à l'espace publicitaire », <i>L'Homme et la société</i> , 174, p. 143-168   |
| Augé, Marc (1992). <i>Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité</i> , Paris : Le Seuil | Les Indigestes de la république (2005). « Pour qu'un mélange détonne ».   |
| Boltanski, Luc et Ève Chiapello (1999), <i>Le nouvel esprit du capitalisme</i> , Paris : Gallimard.          | Picon, Antoine (1998). <i>La Ville territoire des cyborgs</i> , Besançon : Éditions de l'imprimeur                            |
| Comité invisible (2007). <i>L'Insurrection qui vient</i> , Paris : La Fabrique.                              | Sieverts, Thomas. [2001] trad. 2004. <i>Entre-ville : une lecture de la Zwischenstadt</i> , Marseille : Éditions Parenthèses. |
| Davis, Mike. 1990. <i>City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles</i> . Londres/New York : Verso.   |   |

# À QUI LA VILLE?

---

**L**a campagne “À qui la ville ?” est une initiative de groupes de logement dont les objectifs sont de pousser l’administration municipale à constituer une réserve de terrains pour le logement social et de lutter contre l’embourgeoisement des quartiers populaires. Les idéateurTRICES de la campagne encouragent fortement les initiatives autonomes à reprendre le cri de guerre « À QUI LA VILLE ? À NOUS LA VILLE ! » pour l’intégrer aux actions des luttes pour le droit au logement, contre l’embourgeoisement et, pourrions-nous ajouter, pour la libération de la terre du système de propriété. Le POPIR (comité logement de St-Henri) et ses sympathisants ont lancé le 1er juin l’occupation d’un terrain vacant appartenant au propriétaire de taudis Peter Sergakis. Il s’agissait d’une action visant à atteindre le double objectif de la campagne. Un groupe autonome d’Hochelaga a organisé La Riposte, une réponse à l’éviction de la première occupation, le 22 juin. Il y eut aussi une manifestation dans les bureaux SamCon ayant pour but de troubler la quiétude du promoteur. Au moment d’écrire ce texte d’autres actions dans la lignée de “À qui la ville ?” étaient à venir. Voici le récit des événements du point de vu du Système Totalitaire Marchand, que nous avons nommé \$.

## À qui la ville?

Elle est aux favoris de mes enfants. Les bons élèves qui écoutent mon message via les intraveineuses tentaculaires de mon système rédempteur. Chers disciples, chère précieuse marchandise, la construction de vos prisons volontaires va bon train, un morceau de robot pour vous. Vous aurez droit aux terres nouvelles que j’ai conquises, sur elles vivaient les âmes de la sous-classe. Continuez à suivre le premier de mes commandements du droit à la propriété. Les missionnaires politichien.ne.s sont à convaincre la sous-classe des bienfaits de la colonisation de leurs quartiers.

Des extrémistes-casseurs-black bloc-radicaux me dépeignent à tort et à travers comme totalitarisme marchand et fascisme systématisé. Ne vous inquiétez pas, mon bras armé se charge de cette vermine hystérique. Ils souffriront de mon courroux, de stigmatisation, d’oppression et de judiciarisation. La violence est bien légitime pour se débarrasser des rats. WTF les logements sociaux ? Abolissons ces mots, ah, j’oubliais, mes médias s’en chargent déjà. Collectiviser la propriété, quelle idée saugrenue, elle doit être pure, comme votre race mes enfants. Choisissez vos cages personnelles, vous pouvez même choisir la marque de vos électro-ménagers, gang de privilégié.e.s. Ne vous mêlez pas à cette sous-classe, allez dans vos commerces qui leur sont inaccessibles. Et surtout, ne vous imaginez pas que ces contestataires existent ailleurs que dans votre bulle montréalaise, personne d’autre sur la planète ne lutte contre moi. Taksim, c’est le nom d’une caserne et Notre-Dame des Landes celui d’une équipe de soccer. La résistance est futile. Assoyez-vous confortablement et consommez à votre guise. La bétonisation de votre environnement et de votre esprit est nécessaire et naturelle.

En juin dernier, sur le site du nouvel Éden des promoteurs à St-Henri, la vermine a organisé une symbolique résistance. Des gens du quartier sont tombés dans le panneau en croyant ces énergumènes lorsqu’ils affirmaient qu’il était possible de freiner mon dessein. J’ai dû contacter mes agents pour défendre le seul droit digne de ce nom, celui à la propriété. Leur servilité m’émeut ; politichien.ne.s, journalistes, propriétaires et policier.ère.s, au garde à vous pour éteindre toute dissidence avec entrain. Un deuxième morceau de robot pour eux. Pour nous distraire, j’ai laissé cours à leur vaine contre-attaque face à l’avancée inéluctable de la condoïfication de leur habitat. Voyez la vertu de ma belle démocratie. La manifestation de leur colère s’est terminée



par une rare surprise pour mes collaborateurs. Ils ont occupé le terrain d'un de mes riches propriétaires. Peter Sergakis, suivant mon exemple, leur a permis de se faire un BBQ et de passer leur message folichon dans vos oreilles sourdes. Une assemblée générale leur servait de chef ; blasphème ! Tout groupe doit être dirigé avec autorité, car sinon c'est l'anarchie. Au premier jour, pour réprimer ces anarchistes, la police a tenté d'enlever l'un des leurs. Mes agents comptaient faire respecter leur autorité, mais se sont présentés avec des forces insuffisantes. Le punk fut sauvé des serres de mes aigles par le reste de la horde. Au deuxième jour, une tentative de soumission primaire a été expérimentée sur eux pour qu'ils se rabattent et perdent du terrain. Autre échec. Pour punir ma police de leur incompétence, j'ai diversifié mes tactiques en envoyant d'autres précieux collabos : les pompiers et les journalistes. J'ai tellement de bons souvenirs d'eux, ils avaient fait de l'ostie de bonne job en 2001 au squat Overdale-Préfontaine.

Leurs AG devenaient de plus en plus fréquentes, c'était bon signe, la peur s'emparait d'eux et s'infiltrait dans leurs synapses. C'est merveilleux de voir combien l'intimidation peut faire douter de résolutions préalablement bien établies. J'ai même envoyé le mafieux Benoît Dorais leur faire une leçon de militantisme administratif, les élus, sont bons là-dedans. Toutefois, ils tentaient tout de même de créer des contacts avec le voisinage, de comprendre les luttes locales ; ils recevaient des dons de vêtements, de nourriture, de couvertures ; ils faisaient des jobs de nettoyage que la ville ne trouvait pas pertinentes. Bref, le jeu devait cesser. Le matin du 6e jour, après que ces petits criss aient festoyé comme des ivrognes sales pas de job, j'ai envoyé toute la sauce pour les faire déguerpir : une belle parade de police. Malheureusement, les chiens n'étaient pas disponibles, donc j'ai appelé, à la dernière minute, les fins médiateurs. Après le saccage en règle de leur campement, je croyais qu'ils avaient eu leur leçon. Ben non, ils se sont réessayés dans HoMa, lieu de prédilection pour la construction de cages hors de prix délogeant la racaille. Fuck off que je me suis dit, on envoie la parade de police le premier soir ! Une réserve de terrain pour les logements sociaux, y'en fume du bon ce monde-là ! C'est mon terrain de jeu la ville, les pions ne sont pas supposés se rebeller ! ■



Il y a la roche, partout, là, éternelle, comme indestructible. En elle se joue une nature duale, conflictuelle. On détruit un immeuble pour bâtir un condo, on abandonne ses vieux matériaux, sans faire grand cas du fait qu'une de ces briques servira peut-être un jour à casser la vitrine de ce qui l'a remplacé. Un mineur sud-africain consume sa vie pour elle, mais renverse les rôles et fait du produit de son exploitation l'arme de son émancipation. Elle construit les murs des prisons, mais canalise dans le poing serré d'une prisonnière sa rage de vivre.

Elle est à la fois matérialité de nos oppressions et arme spontanément saisie par les désœuvrés dans ces fragments de résistances qui parsèment le quotidien. Contre un ennemi qui lui fait face, lui impose un mode d'être, une cadence, un mouvement, elle est défense, légitime et spontanée. Elle détruit un pare-brise, une mâchoire de policier, et redevient, l'instant d'après, cette paisible violence en puissance, immobile, prête à servir la première cause qu'on lui proposera.

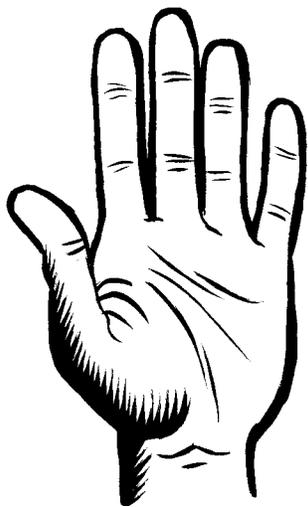
Nommer le conflit, c'est l'encourager. Si la roche vise le corps d'un ennemi, le papier nomme l'ennemi pluriel. Dès lors, la relation duelle entre l'émeutier et le flic,

entre la femme battue et son agresseur, devient rapport entre les opprimés et leurs oppresseurs. Leur idéologie est nommée comme telle, elle est prise à partie et attaquée. Par le papier nous pouvons diffuser nos idées, en débattre, réfléchir notre pratique politique, se rejoindre au travers d'expériences communes.

Mais les mots seuls ne peuvent rien. Ils se retournent contre nous dès l'instant où ils se détachent du politique, dès qu'on les sacralise et qu'on les fige, dès qu'ils n'existent plus que pour eux-mêmes.

Dès qu'ils s'enferment dans une tour et ne font que se répondre.

Le papier doit faire vivre notre rapport au monde et, à tout moment, incarner le conflit. Parce que, arme puissante et sans maître, il donne des ordres et subvertit les moeurs. Il propose à la roche des cibles à attaquer, lui impose des casernes à bâtir. Il fait exister nos dettes, notre statut civil, il dévoile violemment les pratiques douteuses de notre classe dirigeante. Et pourtant, il brûle si facilement.



Le conflit se généralise, s'amplifie. Par le détournement, l'arrêt, le débordement, tôt ou tard, l'abcès crève. L'allumette est flamme fragile, éclairant un à-venir flou dont les contours obscurs restent encore à définir. Par la contagion, elle est aussi incendie consommant tout sur son passage. Entre l'espoir de sortir de l'obscurité et celui d'une consommation du « vieux-monde », l'allumette est ce « moment révolutionnaire » qui porte la possibilité d'une rupture. Ces moments révolutionnaires, tout comme la flamme de l'allumette, n'ont pas d'avenir déterminé. Un coup de vent peut éteindre la flamme encore frêle, comme les forces de l'inertie peuvent récupérer les brèches révolutionnaires, renvoyant l'enthousiasme du moment au néant. L'incendie, une fois déclenché, n'est plus contrôlable et suit son cours au-delà des prévisions des planificateur.trice.s de ce monde. Il fait disparaître tout ce qui se dresse devant lui et, lorsque tout y sera passé, s'arrêtera, inévitablement, impuissant, devant une étendue de roches. Une fois braise fumante, l'incendie étouffé nourrit d'une nouvelle fertilité les aspirations qui prendront racine dans les cendres de l'histoire.



Un jeu de mains, de vilains, de gamins, de complices et de conflits.

Banal, hasardeux, répété tant de fois, à temps perdu, au corps à corps, trois objets, trois outils qui se complètent et offrent un champ des possibles, de potentielles forces.

Au-delà du jeu, de ses règles imposées, de la violence qu'il impose, qui banalise nos souffrances, et délégitimise la rage, il est temps de tricher, car ce n'est ni un jeu ni une fatalité.

**À tout perdre, il vaut mieux tout prendre, il ne s'agit plus de gagner mais de vaincre.**

roches  
papier  
allumettes

